

SOMMAIRE DES ANNEXES

1.	LOCALISATION GEOGRAPHIQUE.....	2
2.	PLAN TOPOGRAPHIQUE DE L'ETAT ACTUEL.....	3
3.	OCCUPATION DES SOLS.....	3
4.	PRESENTATION DU PROJET	5
5.	EXTRAIT CADASTRAL.....	8
6.	EXTRAIT DU DOCUMENT D'URBANISME	9
7.	MILIEUX NATURELS ET INVENTAIRES	11
8.	PREVENTION DU BRUIT.....	21
9.	EAUX SOUTERRAINES ET DE SURFACE	22
10.	RISQUES MAJEURS.....	24
11.	SITES ET MONUMENTS PROTEGES	29
12.	AMENAGEMENTS DANS LE SECTEUR.....	31

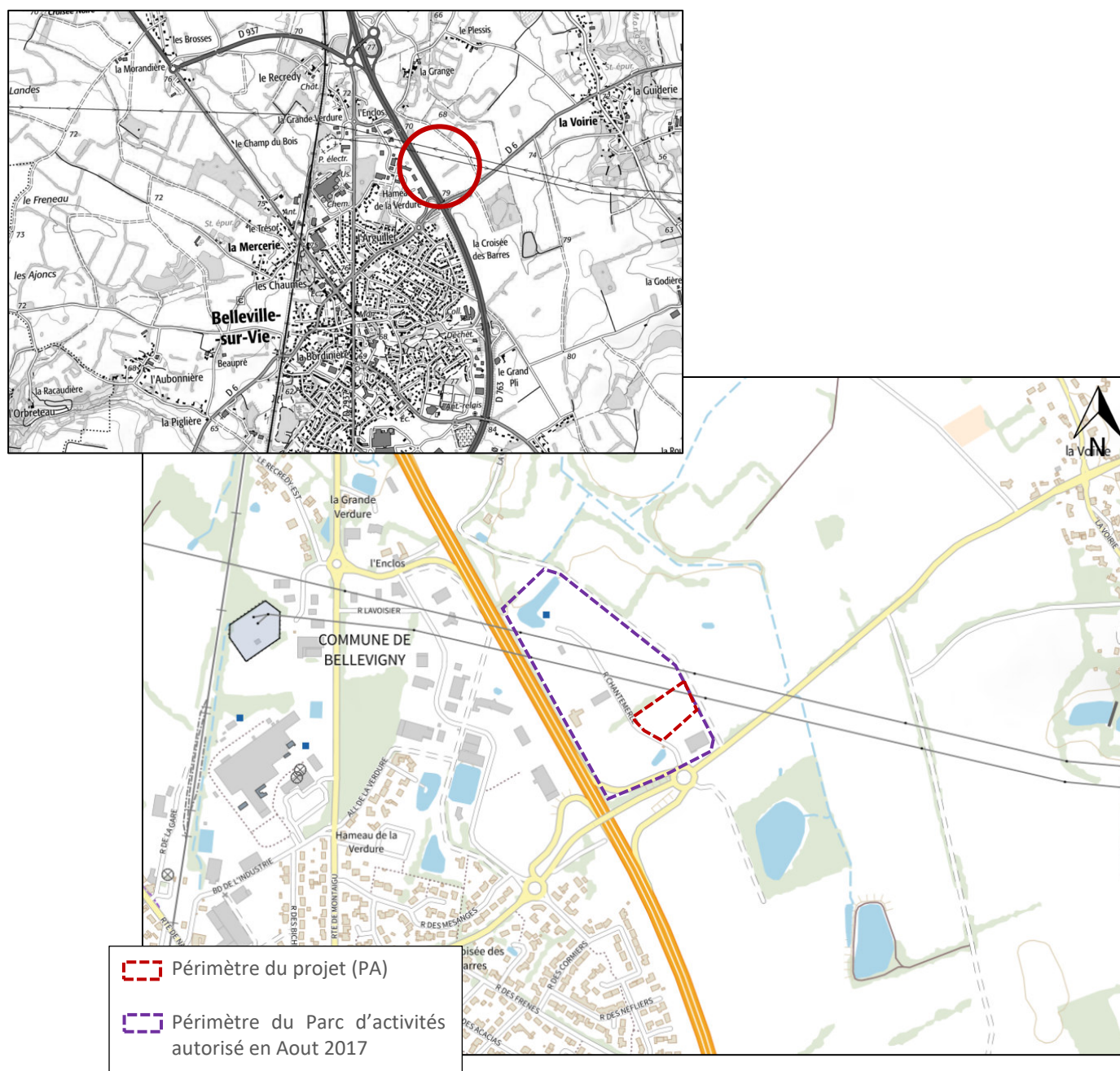


1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Le projet est situé à l'intérieur du Parc d'Activités Économiques « Chantemerle » sur la commune de Bellevigny. Le terrain est accessible depuis la rue Chantemerle aménagée dans le cadre de la réalisation du Parc d'activités.

Ce projet porté par la Communauté de communes de Vie et Boulogne est placé au Nord-Est du bourg de Bellevigny, en bordure de la D763. Pour aménager des lots de plus petites dimensions, la Communauté de communes projette la création de 3 lots d'activités desservis par une voie en impasse dans l'îlot B5.

Le terrain d'assiette couvre une surface de **74a 89ca** au Permis d'Aménager.



Extrait du plan IGN (geoportail.fr)



2. PLAN TOPOGRAPHIQUE DE L'ETAT ACTUEL

cf. Plan topographique en annexe (GEOUEST, février 2024)

3. OCCUPATION DES SOLS

3.1. Autour du site

Le futur projet est situé à l'extérieur de l'agglomération de la commune déléguée de Belleville sur Vie. Les abords du site présentent :

- Des parcelles agricoles à l'Est et au Nord de l'autre côté du chemin menant au lieu-dit la Grange ;
- Le Parc d'Activités existant avec plusieurs parcelles déjà construites ou en construction au Nord, à l'Ouest et au Sud ;
- La rue Chantemerle desservant le projet à l'Ouest.

Des aménagements routiers avaient été réalisés pour desservir la Parc d'Activités : voies d'entrée et de sortie sur la 2x2, giratoire en entrée du Parc d'Activités sur la RD6.

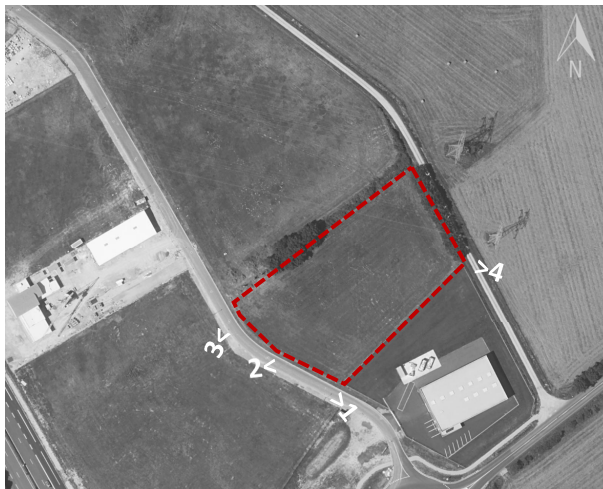


Extrait de la photographie aérienne (geoportail.fr)



3.2. Photos de l'état existant

Le parcellaire constitue un lot du Parc d'Activités "Chantemerle" géré et entretenu par la Communauté de Communes.



Localisation des photos prises sur le site (GEOUEST, avril 2024)

Photos prises en date du 18 avril 2024 (©GEOUEST).



Photo 1 depuis la rue Chantemerle vers le Nord du parcellaire



Photo 2 depuis la rue Chantemerle vers le Sud-Est du parcellaire



Photo 3 depuis la rue Chantemerle vers le Nord-Est du parcellaire



Photo 4 depuis le chemin agricole à l'Est du parcellaire vers le Nord



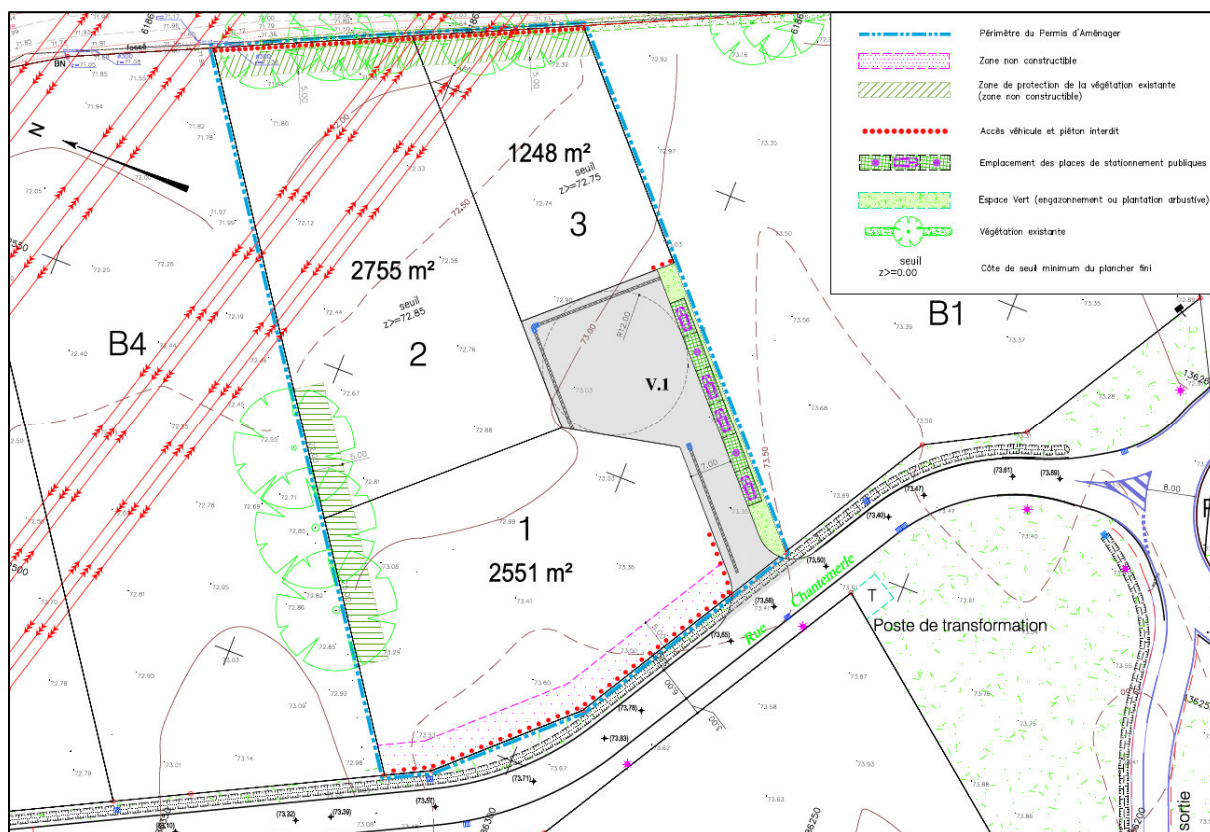
4. PRESENTATION DU PROJET

4.1. Description du plan de composition

4.1.1. Activités économiques

Ce projet permettra la réalisation de 3 lots d'activités pouvant recevoir toutes constructions autorisées dans la zone UE de PLUi-H de Vie et Boulogne. Les 3 lots sont issus du découpage de l'îlot B5, portion de l'îlot B créée dans le cadre du PA autorisé en 2017.

Le projet couvre **une surface globale de 7 489 m²**.



4.1.2. Dessertes

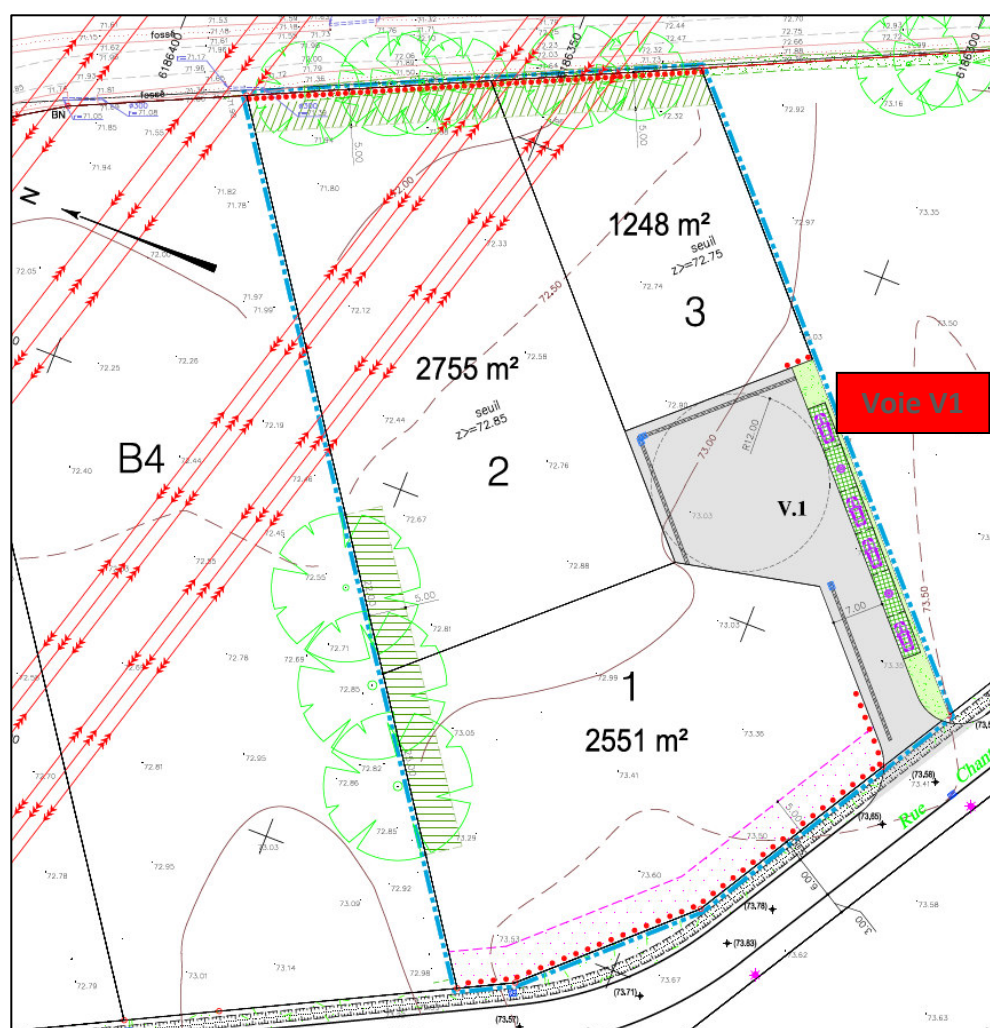
La desserte des lots du projet sera assurée par une voie en impasse, desservie à partir de la rue Chantemerle.

Voie V1 :

Cette voie d'une emprise de 10,00 m aura les caractéristiques suivantes :

- une chaussée de 7,00m de largeur ;
- une bande de stationnement longitudinale perméable de 2,50m.

Dans sa partie terminale, une palette de retournement sera créée afin de permettre le retournement des véhicules lourds.



Liaison viaire du Parc d'Activités Économiques Chantemerle – Ilot B5 alloti (GEOUEST, septembre 2024)



4.1.3. Aménagements paysagers

La haie bocagère à l'Est du projet sera maintenue et une zone de protection de 5,00m, non constructible, devra être respectée afin de préserver les systèmes racinaires des arbres.

Les aménagements paysagers comprendront :

- L'engazonnement de l'espace commun défini au plan de composition ;
- La sauvegarde de la haie existante à l'Est avec élagage des arbres si besoin est.

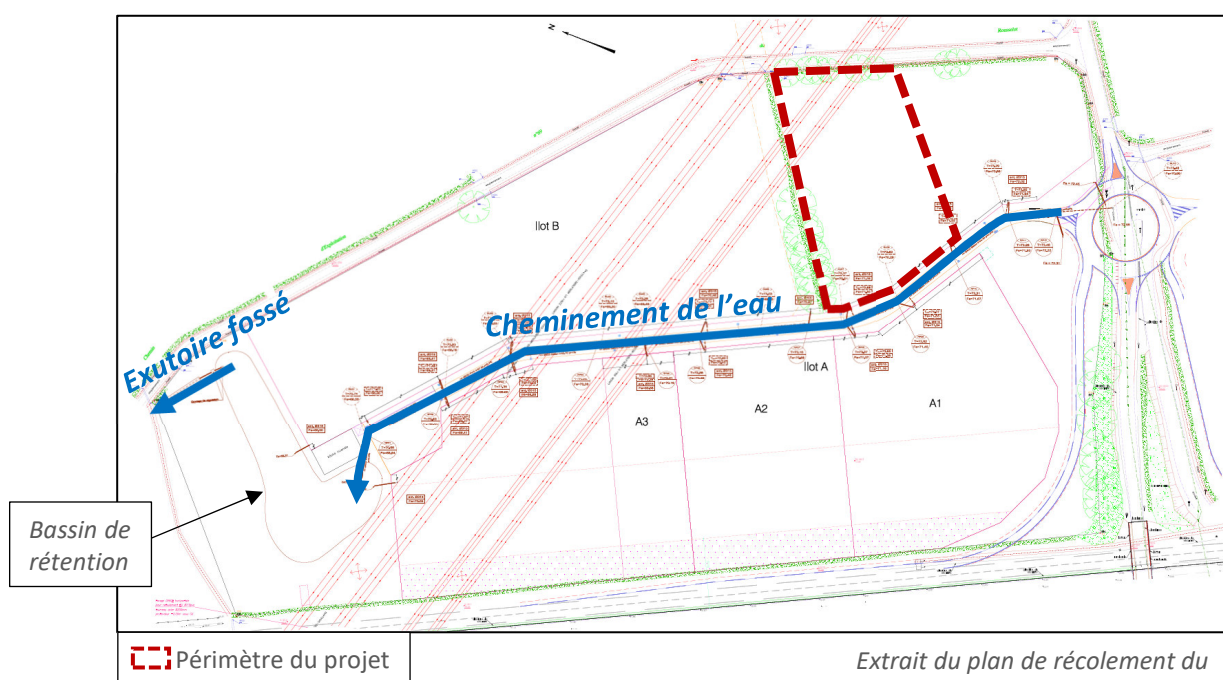
4.1.4. Réseaux "Eaux pluviales" et "Eaux usées"

a. Réseaux d'assainissement "eaux pluviales"

Les eaux de ruissellement de la voirie et de drainage des lots seront collectées par des canalisations posées sous chaussée et seront dirigées vers le réseau existant du parc d'activités au Sud-Ouest du projet (rue Chantemerle).

Les eaux pluviales de la zone cheminent par un réseau d'eaux pluviales composé de canalisations enterrées et de noues en bordure de voirie vers le bassin de rétention situé au Nord du site.

L'exutoire du bassin de rétention est un fossé au Nord du Parc dont le milieu récepteur est le "ruisseau de la Grange".



Extrait du plan de récolement du réseau EU-EP (SEDEP, mars 2020)

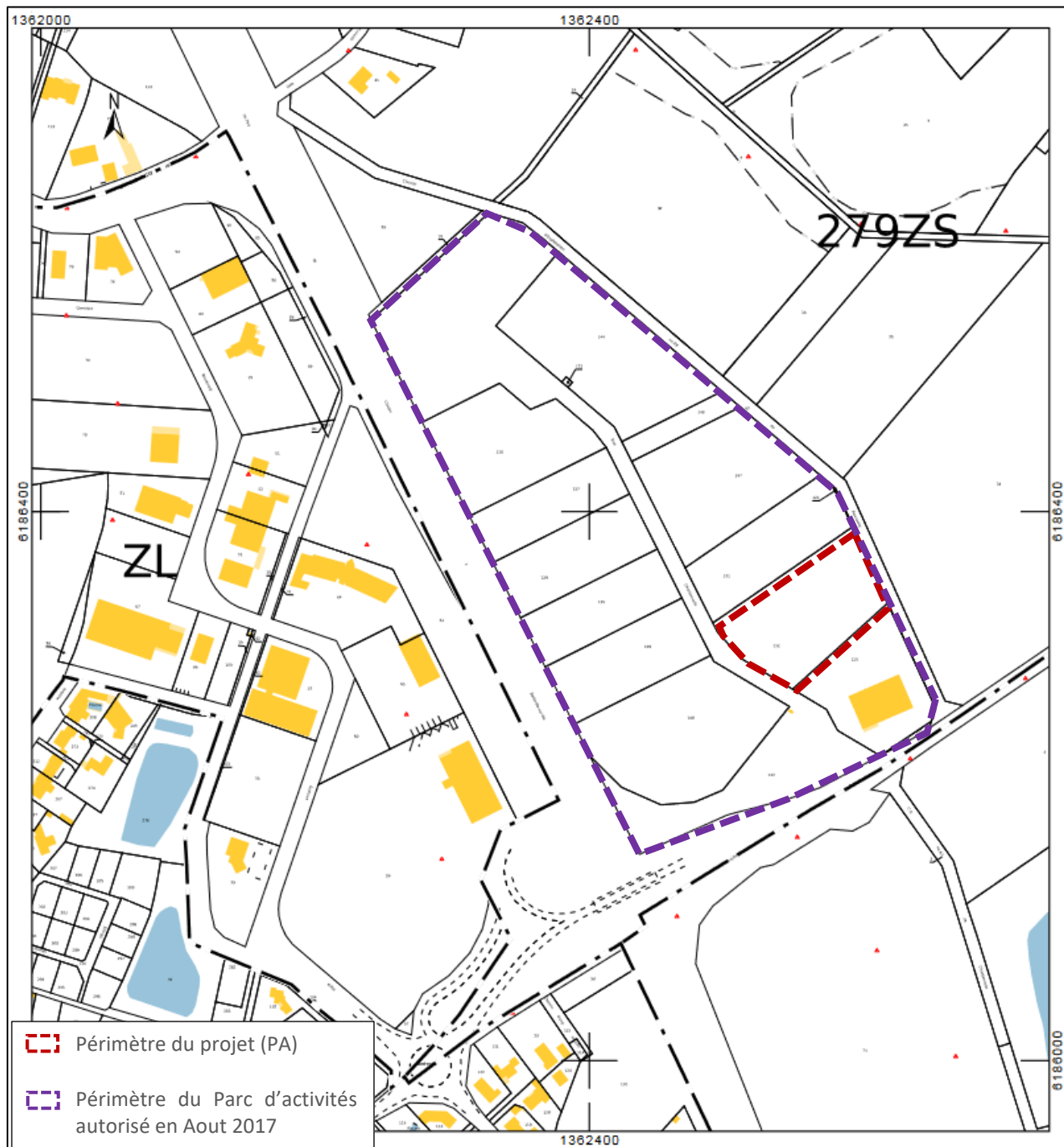
b. Réseaux d'assainissement "eaux usées"

Le réseau "eaux usées" recueillera les effluents usés en provenance des constructions sur l'emprise du lotissement. Elles seront captées par des collecteurs posés sous voirie et dirigées gravitairement vers le réseau existant sur la rue Chantemerle.



5. EXTRAIT CADASTRAL

Le projet est situé sur la parcelle n° 132 de la section ZS, pour une surface cadastrale de 74a 89ca.



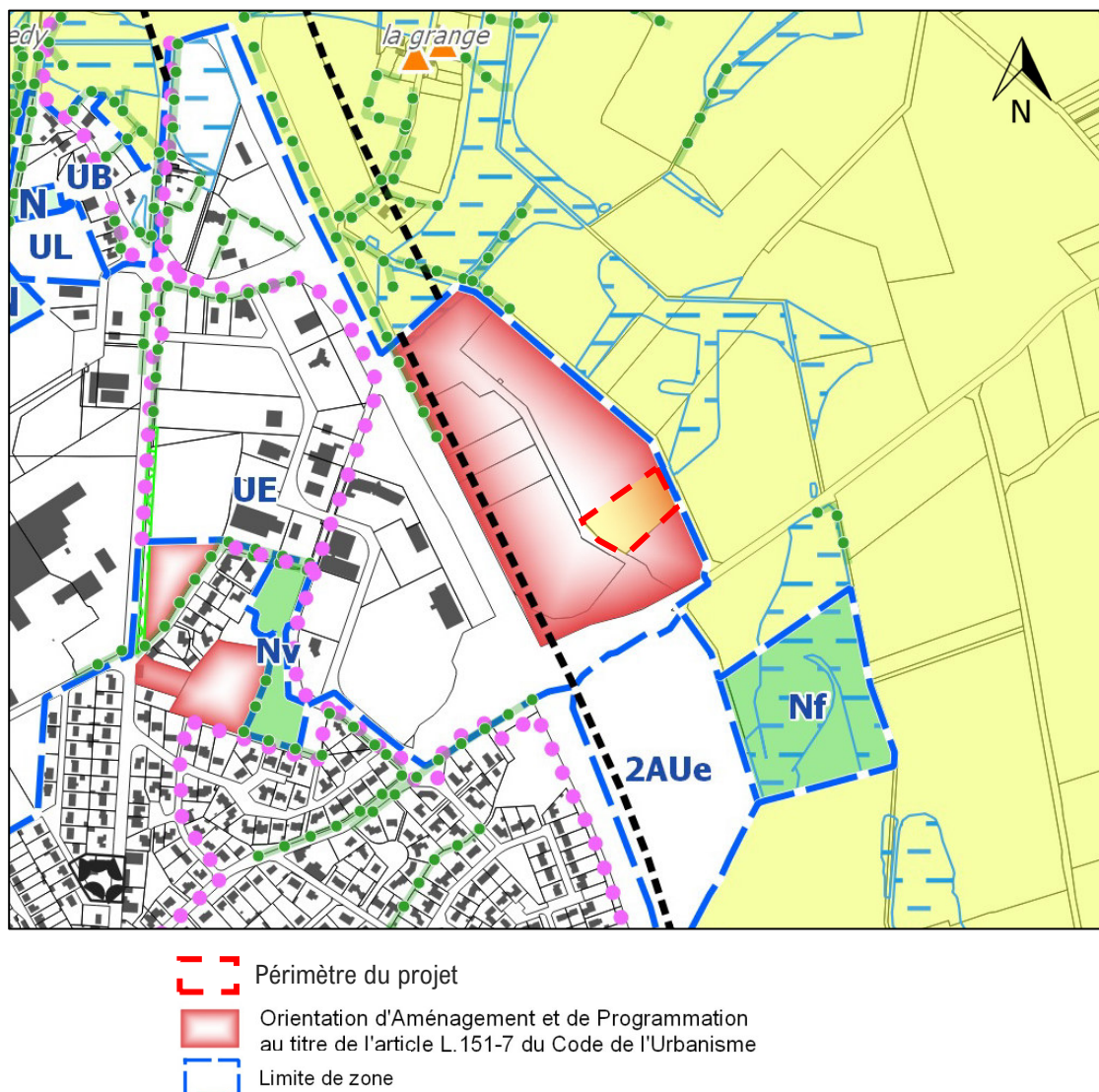
Extrait du plan cadastral (juillet 2024) sur le secteur étudié, sans échelle (cadastre.gouv.fr)



6. EXTRAIT DU DOCUMENT D'URBANISME

La Commune de Bellevigny fait partie de la Communauté de Communes Vie et Boulogne, où l'urbanisme est régi par un Plan Local d'Urbanisme intercommunal et Habitat, dont la dernière procédure a été approuvée le 29 septembre 2024.

Le parcellaire concerné par la présente demande est classé en zone UE, correspondant "aux zones urbaines à vocation d'activité".



*Extrait du PLUiH de la Communauté de Communes Vie et Boulogne, approuvé le 29 septembre 2024
(geoportail-urbanisme.fr)*



Le projet est placé sur des parcelles concernées par une Orientation d'Aménagement et de Programmation "ZA Chantemerle" qui fixent les conditions d'aménagement du secteur.

ZA Chantemerle – Bellevigny

1. Principes urbanistiques et architecturaux <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le site a vocation à accueillir des entreprises à vocation industrielles, artisanales et de bureaux. ➤ L'implantation des bâtiments devra respecter un recul de 35 m par rapport à la RD763. ➤ Un traitement qualitatif du bâtiment sera recherché (couleur sobre, matériaux, ouverture etc.) avec une bonne intégration dans l'environnement en prenant en compte l'aspect général du site (topographie, végétation et entreprises voisines). Les façades visibles depuis la RD763 et la voie principale devront être traitées comme des façades principales. ➤ Les espaces de stockage et de stationnement devront être aménagés de telles sortes à limiter l'impact visuel depuis l'entrée de ville. ➤ L'implantation du bâti et le choix des matériaux de constructions devront prendre en compte les nuisances sonores présents aux abords du site.
2. Principes de desserte et mobilité <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le giratoire sécurisant l'accès à la ZA Chantemerle depuis la D8 devra être aménagé avec soin de manière à garantir la sécurité de tous les usagers (piétons, cyclistes et automobiliste). ➤ L'organisation de la circulation à l'intérieur de la zone distinguera au maximum le cheminement des camions de livraison de celui des véhicules particuliers de la clientèle. ➤ Les stationnements feront l'objet d'un aménagement paysager et végétalisé. ➤ Voie de desserte principale en impasse avec placette de retournement.
3. Principes paysagers et environnementaux <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les alignements d'arbres et haies repérés sur le schéma d'OAP devront être intégrés dans l'aménagement. Ils pourront être restaurés et/ou complétés par de nouvelles essences. Dans la mesure où un arrachement est nécessaire aux aménagements, les éléments devront être compensés. ➤ Les limites des ilots reconstitueront le maillage bocager initial. ➤ Des espaces verts délimitant le site permettront d'intégrer les zones humides. ➤ Un réseau de récupération des eaux pluviales avec collecte vers une zone de rétention sera mis en place. ➤ Les espaces de transitions entre le secteur et les espaces non bâti devront être traités avec soin.

CONTEXTE

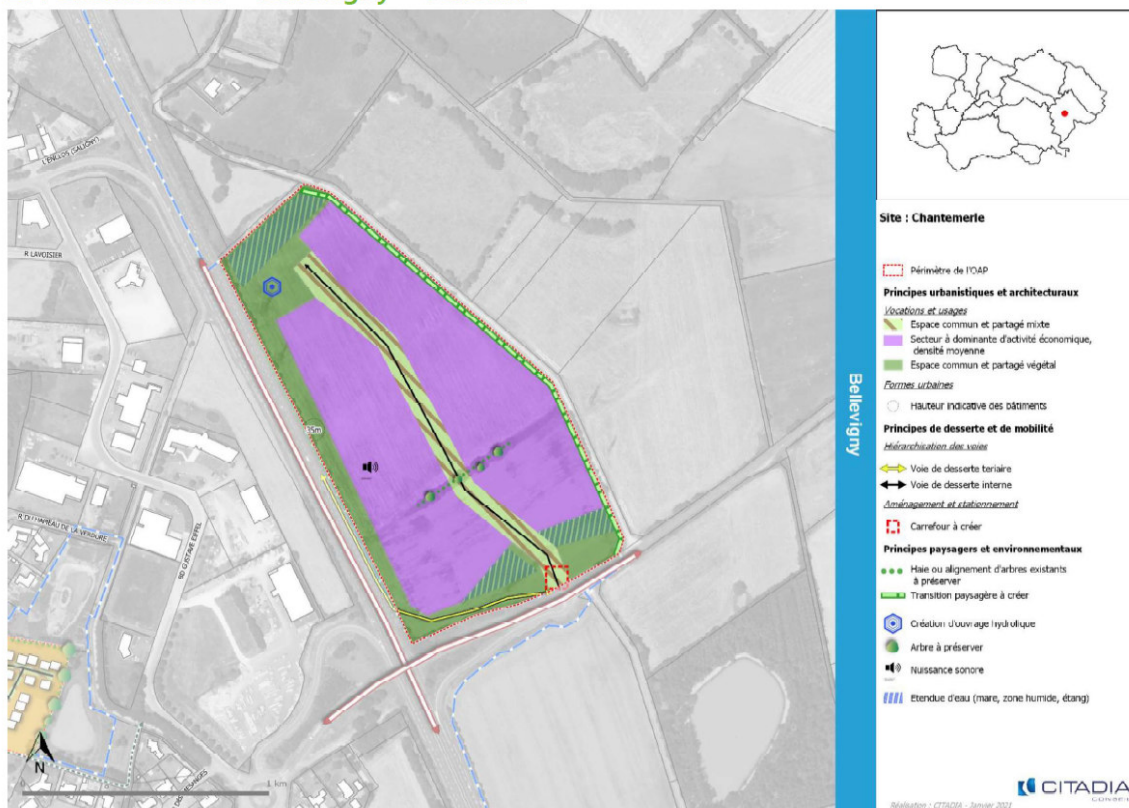


Situé sur la frange Nord-Est de l'enveloppe urbaine de Bellevigny le site fait l'objet d'une dérogation de recul de la loi Barnier de la 2^e voies. Il est actuellement composé de friches agricoles structurées sous forme de bocage ainsi que d'une large zone humide. L'enjeu est de préserver la qualité paysagère du site.

PROGRAMMATION

Superficie: 9.60 ha

ZA Chantemerle – Bellevigny – Schéma



Extrait du PLUiH de la Communauté de Communes Vie et Boulogne, approuvé le 29 septembre 2024



7. MILIEUX NATURELS ET INVENTAIRES

La Commune de Bellevigny est concernée par des inventaires et des zones de protection écologiques.

7.1. Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistiques et Floristique

a. Généralités

L'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) a été lancé en 1982 par le Ministère de l'Environnement. Il avait pour objectif de réaliser une couverture des zones les plus intéressantes au plan écologique, essentiellement dans la perspective d'améliorer la connaissance du patrimoine naturel national et de fournir aux différents décideurs un outil d'aide à la prise en compte de l'environnement dans l'aménagement du territoire.

Ces zones sont classées en deux types :

- les ZNIEFF de type 1 constituent des secteurs caractérisés par leur intérêt biologique remarquable et doivent faire l'objet d'une attention toute particulière lors de l'élaboration de tout projet d'aménagement et de gestion
- les ZNIEFF de type 2 constituent des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes et doivent faire l'objet d'une prise en compte systématique dans les programmes de développement.

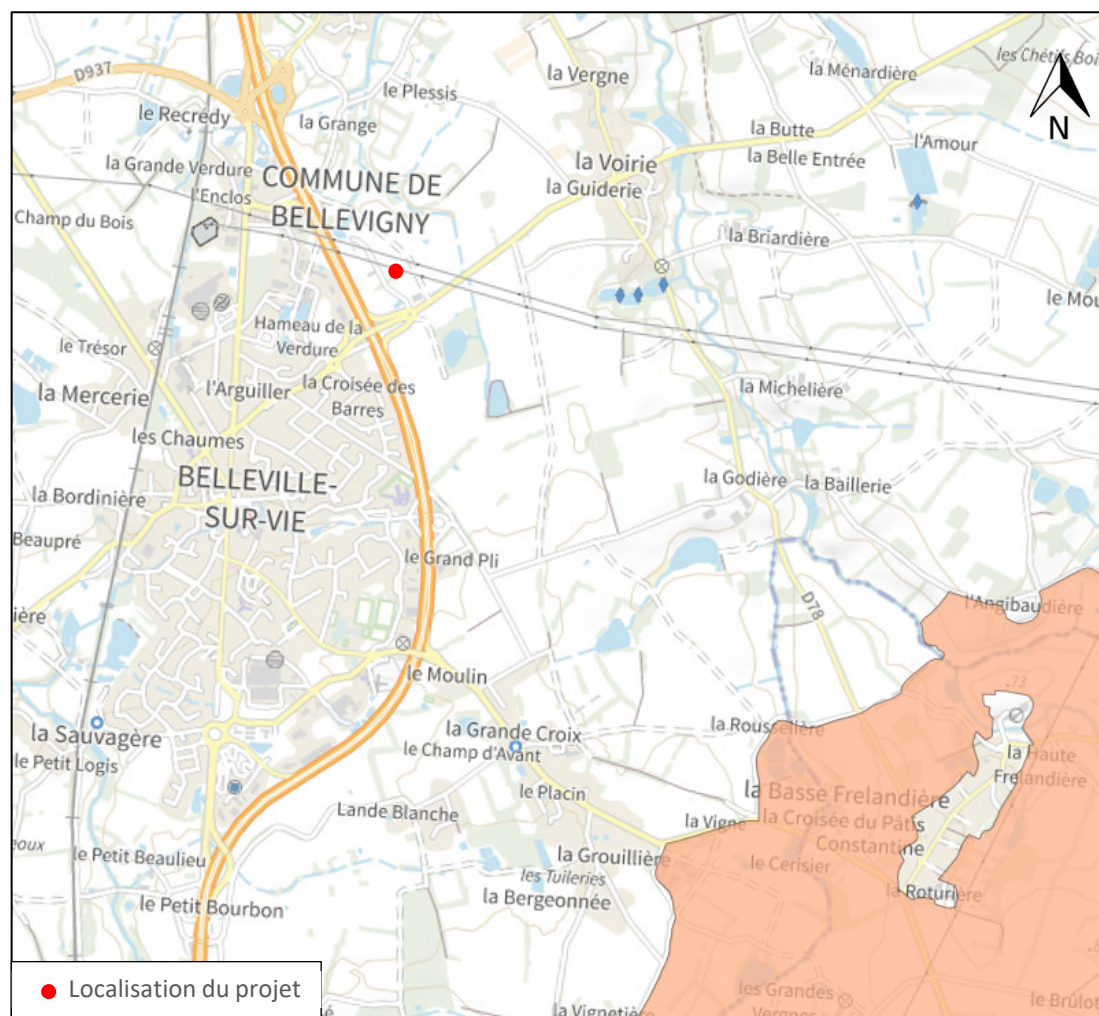
b. Éléments sur la portée juridique des ZNIEFF

Une ZNIEFF correspond à l'identification scientifique d'un secteur du territoire national particulièrement intéressant sur le plan écologique. L'ensemble de ces secteurs constitue l'inventaire des espaces naturels exceptionnels ou représentatifs du patrimoine faunistique et floristique de notre pays, et le cœur de l'inventaire national du patrimoine naturel prévu par l'article L. 411-5 du Code de l'Environnement.

c. Détails des ZNIEFF sur le territoire communal de Bellevigny et aux alentours du projet

La ZNIEFF la plus proche se situe en partie sur la Commune de Bellevigny et de Dompierre-Sur-Yon, à environ 2,4 km du projet. Il s'agit de la ZNIEFF de type II **"Zone de bois et bocage à l'Est de La Roche-Sur-Yon"** (n°520005759). **Le projet ne se situe pas dans une ZNIEFF.** Les écoulements issus du projet ne s'écoulent pas non plus vers une de ces zones.





Cartographie des ZNIEFF aux alentours de la Commune de Bellevigny (carto.sigloire.fr)

7.2. Stratégie de Création d'Aires Protégées

a. Définition

La Stratégie de Création d'Aires Protégées est une stratégie nationale visant à améliorer la cohérence, la représentativité et l'efficacité du réseau métropolitain des aires protégées terrestres en contribuant au maintien de la biodiversité, au bon fonctionnement des écosystèmes et à l'amélioration de la trame écologique (inpn.mnhn.fr).

L'élaboration et la mise en œuvre de cette stratégie constituent une des mesures prioritaires du Grenelle de l'Environnement, définie par la loi n°2009-967 du 3 août 2009 (art.23) et **réaffirmée très récemment dans le cadre de la conférence environnementale de 2016** : les prochains objectifs de la SCAP (publication d'un bilan de la SCAP et lancement d'un nouveau diagnostic patrimonial) ont ainsi été inscrits au titre de la mesure 11b de la feuille de route pour la transition écologique 2016.

L'objectif est de placer au minimum 2 % du territoire terrestre métropolitain sous protection forte d'ici l'horizon 2019.

L'objectif qualitatif afférent est que le réseau d'aires protégées ainsi créé soit cohérent, connecté et représentatif de la protection du patrimoine naturel (biologique et géologique).



La SCAP repose sur une méthodologie nationale et un **diagnostic national du patrimoine naturel** (faune, flore et habitat) et géologique coordonné par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) à la demande du Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Une liste nationale d'espèces et d'habitats prioritaires pour la désignation de nouvelles aires protégées a été construite en mobilisant des experts scientifiques du MNHN, de la FCBN, de l'OPIE et de l'ONEMA. Cette liste est déclinée dans le cadre d'une démarche participative régionale pour prendre au mieux en considération les enjeux de conservations.

b. Sur le territoire de Bellevigny

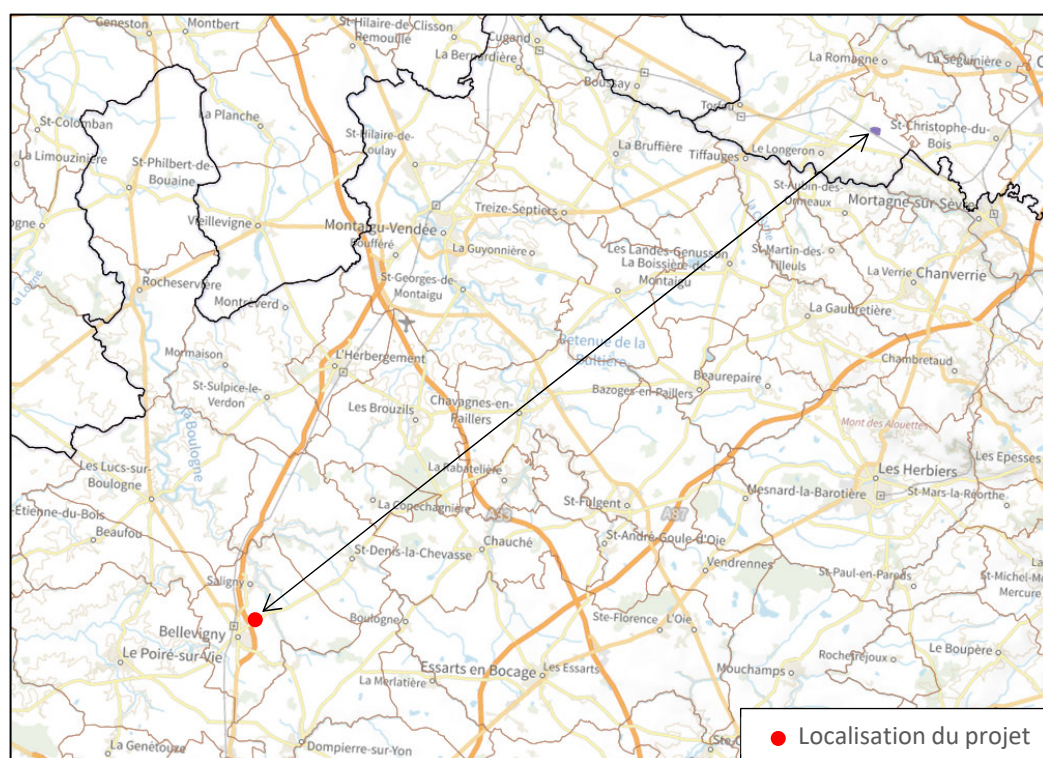
Aucune SCAP n'est identifiée sur le territoire de la Commune de Bellevigny.

7.3. Arrêté de Protection de Biotope

Les arrêtés de protection de biotope (APB ou APPB) sont des actes administratifs pris en vue de préserver les habitats des espèces protégées, l'équilibre biologique ou la fonctionnalité des milieux.

Les arrêtés de protection de biotope visent à protéger les habitats nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées.

La Commune de Bellevigny ne comporte pas de zone désignée par un Arrêté de Protection de Biotope sur son territoire. **Le plus proche est l'"Etang du Pavillon", localisé à 40 km au Nord-est du projet, Commune de Saint-Christophe-du-Bois (49).**



Localisation du périmètre d'Arrêté de Protection Biotope le plus proche (carto.sigloire.fr)



7.4. Périmètre NATURA 2000

7.4.1. Généralités

Le réseau NATURA 2000 est un réseau européen de sites naturels protégés. Il a pour but de favoriser la biodiversité en assurant le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire, et d'assurer la protection de sites naturels européens. Ces prérogatives de gestion tiennent compte des exigences économiques, sociale, culturelles ainsi que des particularités locales.

Le volet réglementaire porté par la procédure NATURA 2000 concerne tous les habitats et espèces d'intérêt communautaire présents dans le site.

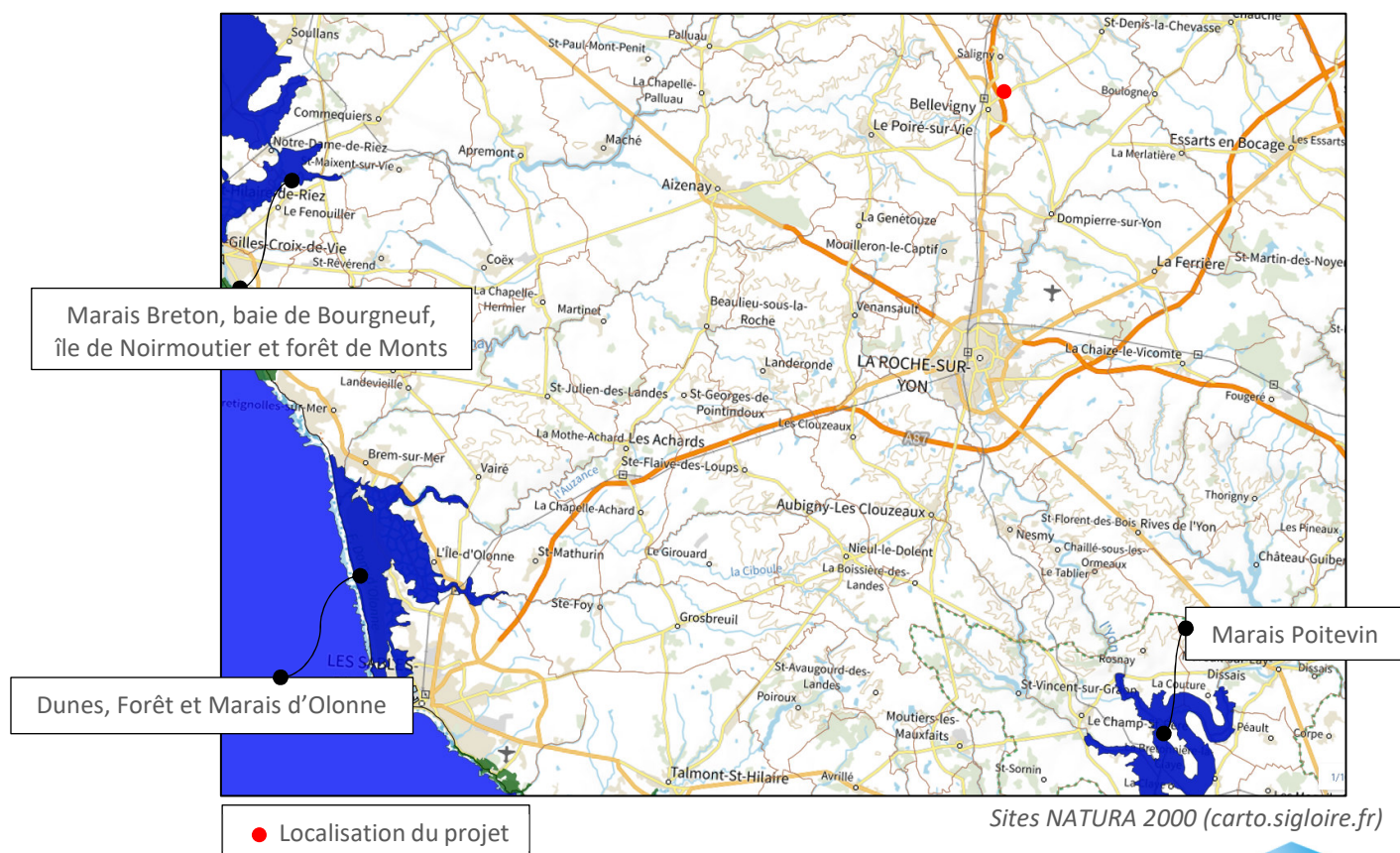
Sur la base des observations scientifiques, la Directive 92/43/CEE prévoit la création d'un réseau "NATURA 2000" qui regroupe l'ensemble des espaces désignés en application :

- de la Directive "Oiseaux" (1979) : les Zones de Protection Spéciale (ZPS)
- de la Directive "Habitats-Faune-Flore" (1992) : les Sites d'Intérêt Communautaire devenus ensuite les Zones Spéciales de Conservation (SIC-ZSC).

Ces Directives établissent une liste des espèces d'oiseaux, des habitats naturels et des espèces animales (autres que les oiseaux) et végétales pour lesquels les États membres doivent désigner des sites sur leur territoire afin de les conserver.

7.4.2. Sur le territoire communal et les secteurs alentours

Aucun site Natura 2000 n'est présent sur la Commune de Bellevigny. Le plus proche est localisé à 30 km au Sud. Il s'agit du "Marais Poitevin" (ZSC FR5200659).

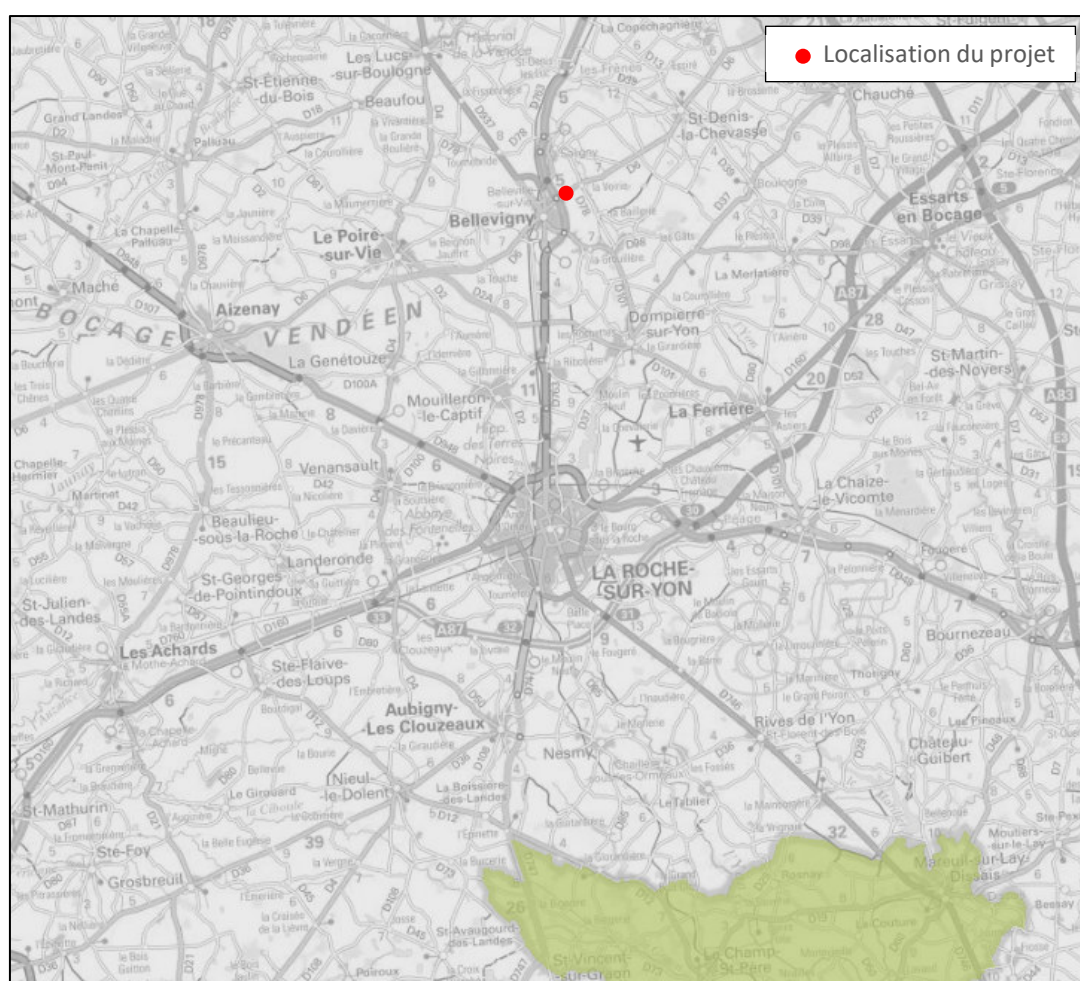


7.5. Parc Naturel Régional

Le Parc Naturel du Marais Poitevin est un parc naturel régional français créé en 1979, qui fut déclassé au 31 décembre 1996 en raison de l'échec de sa mission de préservation de l'environnement d'une grande zone humide. Un décret du 21 mai 2014 lui réattribue ce label.

Trois Départements dans 2 Régions sont concernés par la mise en œuvre du PNR du Marais Poitevin (FR8000050). L'organisme de gestion du Parc naturel régional (PNR) du Marais Poitevin est un Syndicat mixte.

La Commune de Bellevigny n'est pas située dans le territoire couvert par le PNR. Elle en est éloignée de 26 km vers le Nord.



Extrait de plan IGN avec le Parc Naturel régional du Marais Poitevin (geoportail.gouv.fr)

7.6. Contextes "zones humides" et écologie

Les zones humides sont des "terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année" (art. L.211-1 du Code de l'Environnement).

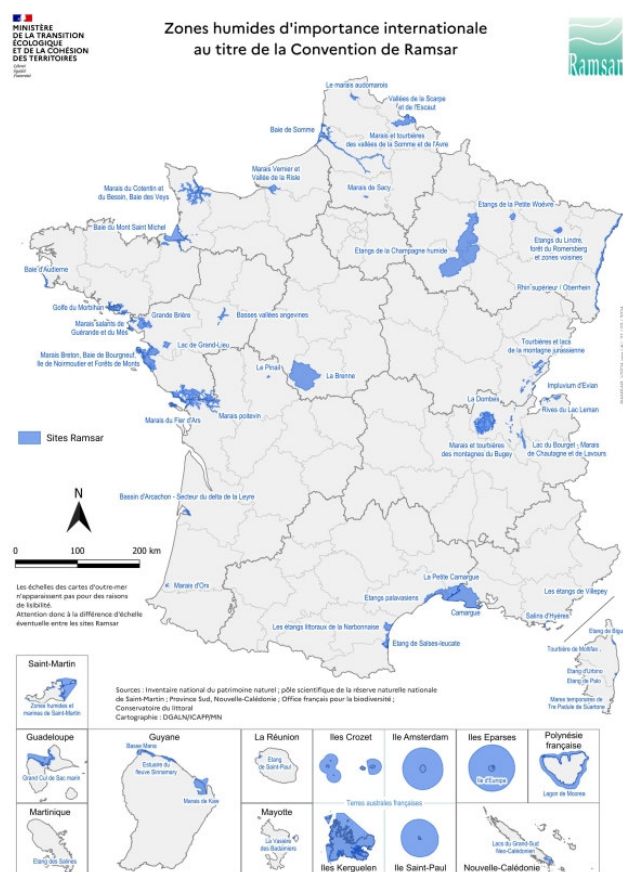


7.6.1. Convention internationale sur les zones humides : Convention de RAMSAR

La Convention sur les zones humides ou convention de RAMSAR est un traité intergouvernemental adopté le 2 février 1971 à Ramsar (Iran). Les signataires de cette Convention, que la France a ratifiée en 1986, ont pour objectif d'une part la constitution d'un réseau de sites d'importance internationale, les "sites Ramsar", mais aussi, plus largement, la conservation et l'utilisation rationnelle de l'ensemble des zones humides.

L'inscription d'un site à la convention de Ramsar ne crée pas d'obligations réglementaires ni d'effets juridiques spécifiques. Ramsar est un label qui récompense et valorise sur le plan international les territoires de zones humides riches en biodiversité ainsi que les acteurs qui contribuent à leur préservation et gestion durable.

Signataire de la Convention de Ramsar en 1971, la France a ratifié ce traité en 1986. Elle s'est alors engagée sur la scène internationale à préserver les zones humides de son territoire. A ce jour (octobre 2021), 52 sites Ramsar s'étendent sur une superficie de plus de 3,7 millions d'hectares, en métropole et en outre-mer.



Cartographie des sites RAMSAR (zones-humides.org)

3 sites RAMSAR sont désignés en partie sur le territoire :

- à environ 35 km à l'Ouest – Nord-ouest du projet. Il s'agit du "Marais Breton, Baie de Bourgneuf, Ile de Noirmoutier et Forêt de Monts".



Numéro du site : 2283
Désignation : 2 février 2017
Superficie : 55 826 ha
Gestionnaires : Syndicat mixte de la Baie de Bourgneuf
Localisation : sur le littoral de la région Pays-de-la-Loire, en limite des départements de la Loire-Atlantique et de la Vendée.

- à environ 26 km au Sud, le site "Marais poitevin" a été nouvellement inclus (23 nov. 2023) et désigné comme zone humide où s'applique la Convention de RAMSAR.



Numéro du site : 2531
Désignation : 23 novembre 2023
Superficie : 69 034 ha
Gestionnaire : Parc naturel régional du Marais poitevin
Localisation : sur la façade atlantique, à mi-chemin entre le nord et le sud de la France.



- à environ 33 km au Nord du projet. Il s'agit du "Lac de Grand-Lieu".



Numéro du site : 714

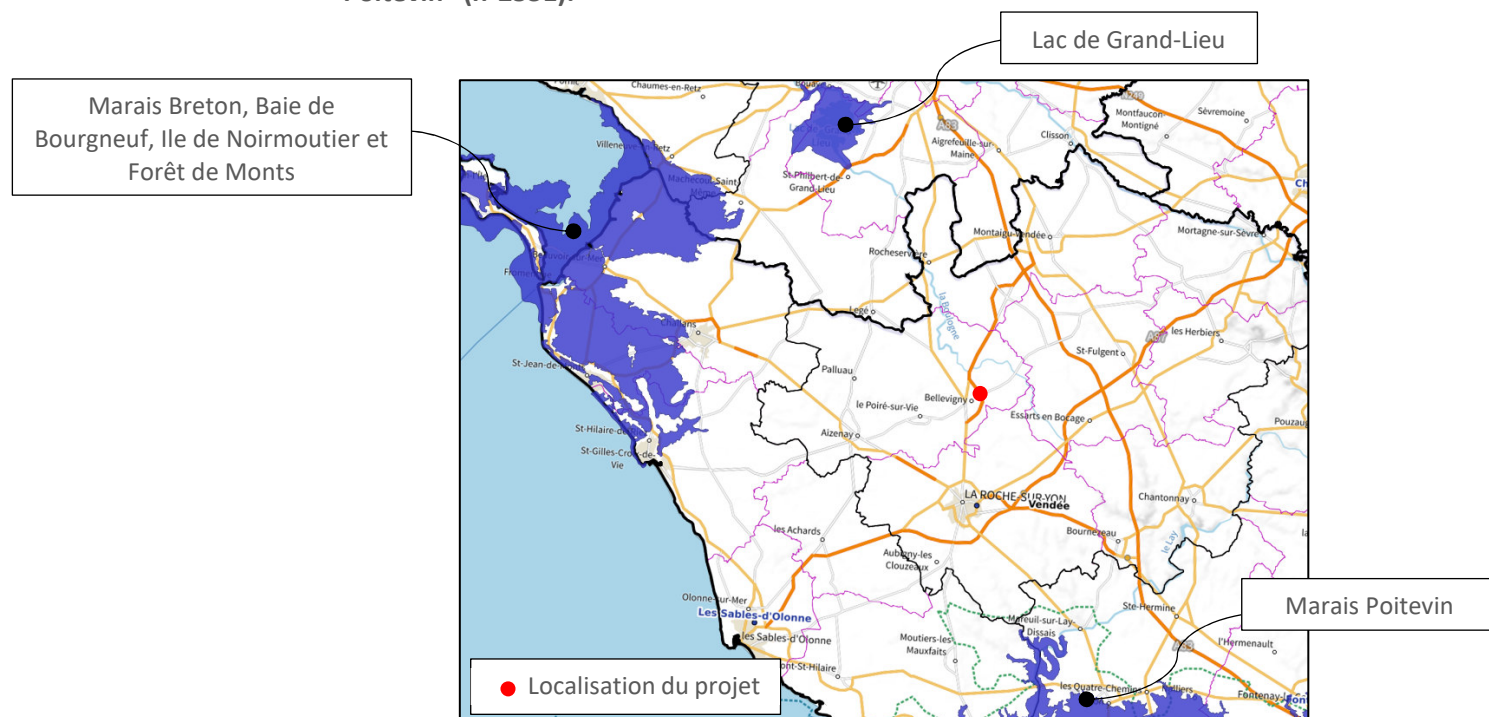
Désignation : 1er février 1995

Superficie : 6 300 ha

Gestionnaires : Syndicat du bassin versant de Grand-Lieu / Société nationale de protection de la nature / Fédération régionale des chasseurs

Localisation : à 15 km au Sud-Ouest de Nantes, en Loire-Atlantique.

Le site RAMSAR le plus proche est localisé à 26 km au Sud du projet. Il s'agit du "Marais Poitevin" (n°2531).



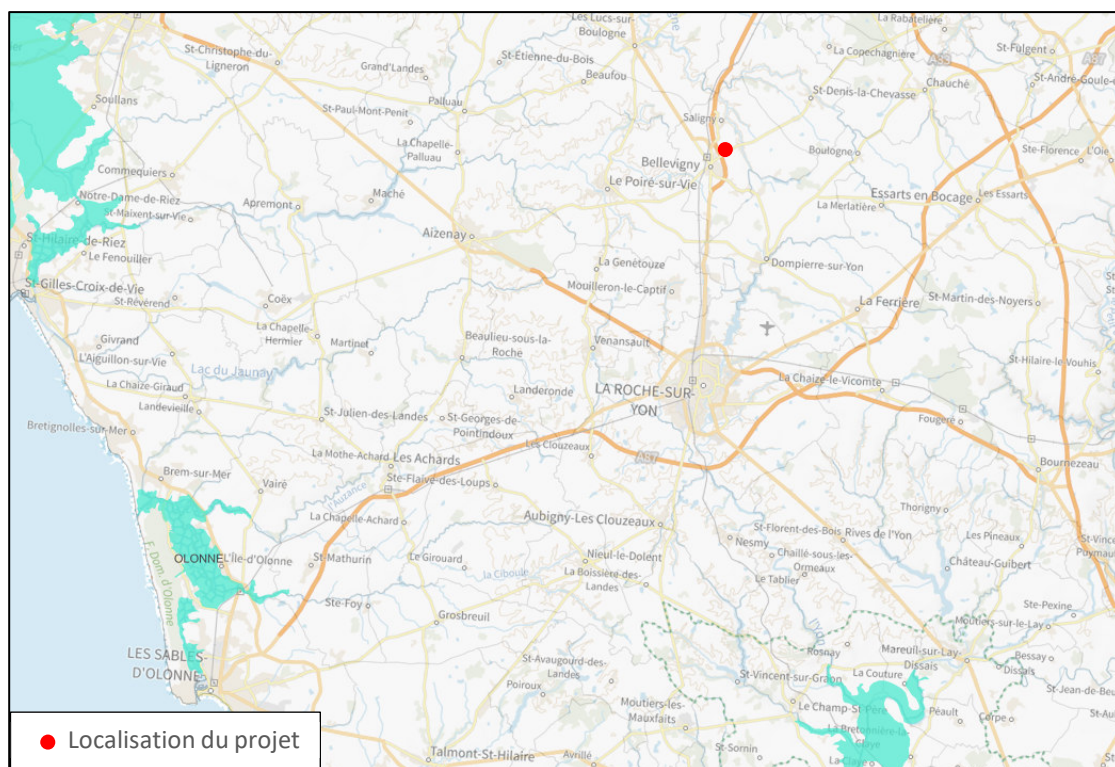
Localisation des sites RAMSAR les plus proches du site d'étude (geoportail.gouv.fr)

7.6.2. Les zones humides d'importance majeure (ZHIM)

Une carte des zones humides sur le territoire français a été élaborée par le SOeS (Service de l'Observation et des Statistiques) avec l'appui du Muséum national d'histoire naturelle à partir de couches géographiques disponibles au plan national en 2009. Ont été utilisés, l'inventaire des ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) de type I et II à caractère humide de première génération, l'occupation du sol issue de l'inventaire biogéographique CORINE Land Cover 2006 et la liste des SIC (site d'intérêt communautaire) comprenant des habitats humides.

La Zone Humide d'Importance Majeure la plus proche est située à **environ 30 km** au Sud du projet. Il s'agit de la zone "Marais Poitevin" (FR7200056).





Carte des sites désignés en "Zone humide d'importance majeure" sur le territoire Sud vendéen (carto.sigloire.fr)

7.6.3. Les zones humides pré-localisées par la DREAL

Le Réseau Partenarial des Données sur les Zones Humides est un outil animé par le syndicat mixte du Forum des Marais Atlantiques. Les objectifs fondamentaux poursuivis par le réseau et les partenaires sont :

- l'amélioration de la connaissance à la fois des acteurs et de leurs actions mais également des zones humides ;
- le renforcement du fonctionnement en réseau des acteurs pour la valorisation collective de l'information géographique ;
- la création d'une interface de consultation de données et d'informations géographiques sur les zones humides et les rivières (prise en compte du bassin versant).

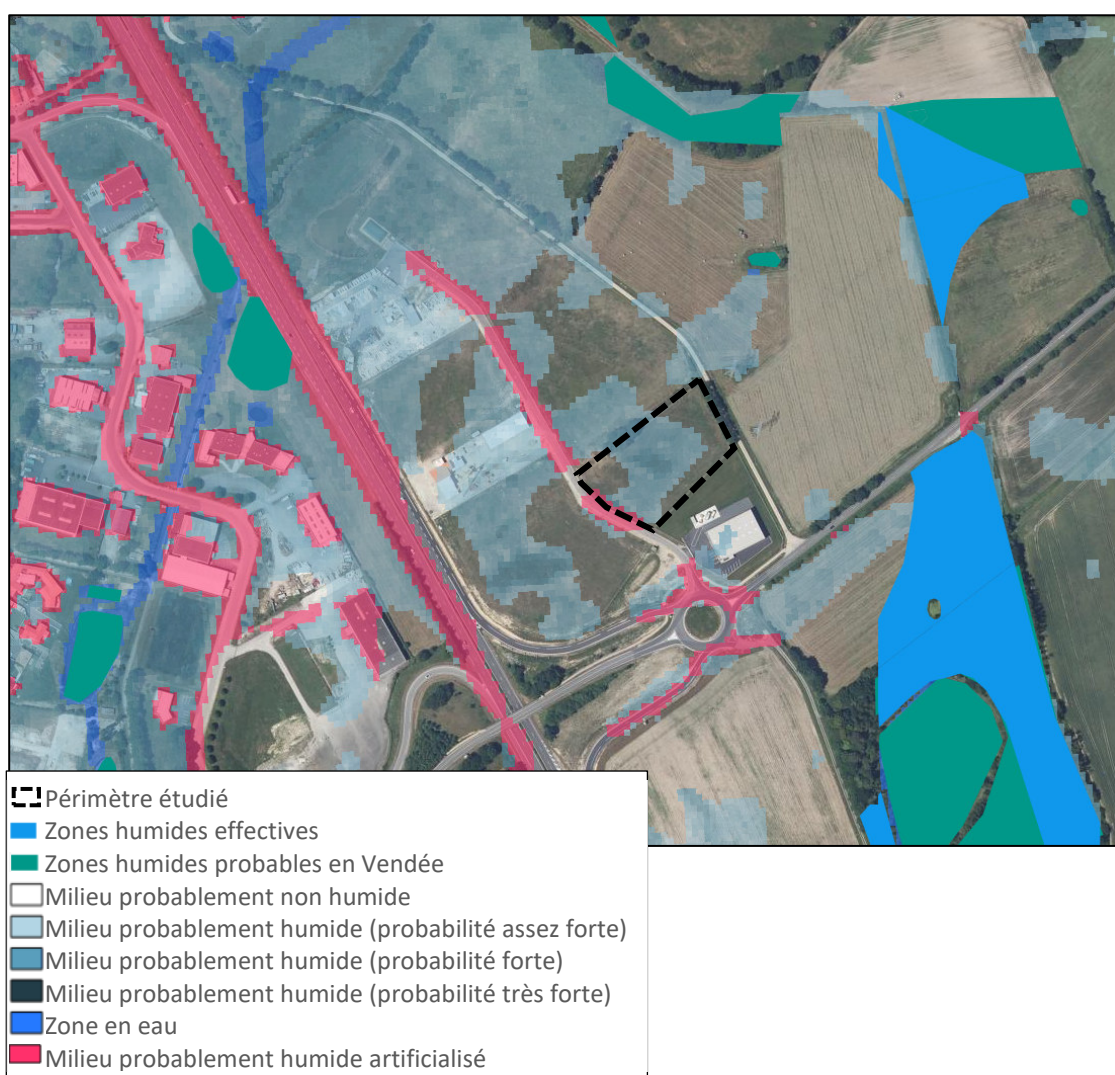
Cette dernière dresse la **cartographie des zones humides inventoriées** par les membres et les partenaires du réseau ainsi que des données s'y rapportant (eau, environnement, acteurs...). De nombreuses couches d'information sont disponibles, sur des secteurs variés. Pour le territoire de la Vendée, 3 de ces couches sont particulièrement pertinentes :

- **"Zones humides effectives"** : cette donnée géographique multipartenaire présente un **inventaire (non exhaustif) des zones humides** (ou potentiellement humides dans certains cas) sur l'ensemble des bassins hydrographiques Adour-Garonne, Loire-Bretagne, Seine-Normandie, Artois-Picardie et Rhin-Meuse. Les données proviennent de plusieurs sources, et notamment d'inventaires locaux, de numérisation à partir d'orthophotoplans ou des périmètres de syndicats de marais.
- **"Zones humides probables en Vendée"** : cette donnée est le résultat d'une étude régionale de pré-localisation des marais et des zones humides menée par la Direction



Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire en 2007. Ce travail a été établi sur le SIG MAPINFO par **photo-interprétation et croisement des données existantes** (BD Ortho 2001 et 2006, MNT, réseau hydrographique, cartes géologiques, ...).

- **"Pré-localisation des zones humides – 2023 (avec seuil)"** : cette donnée est le résultat d'un travail mené par une équipe pluridisciplinaire (LETG-UMR 6554 CNRS-Université de Rennes 2 - PatriNat (OFB-MNHN) - Institut Agro Rennes-Angers - INRAE - Agence de l'eau RMC - Tour du Valat), visant à établir **une cartographie à l'échelle nationale des probabilités de présence de zone humide** en tout point du territoire. La cartographie utilisée ne fait apparaître que les zones humides dont la **probabilité de présence dépasse un seuil significatif**.



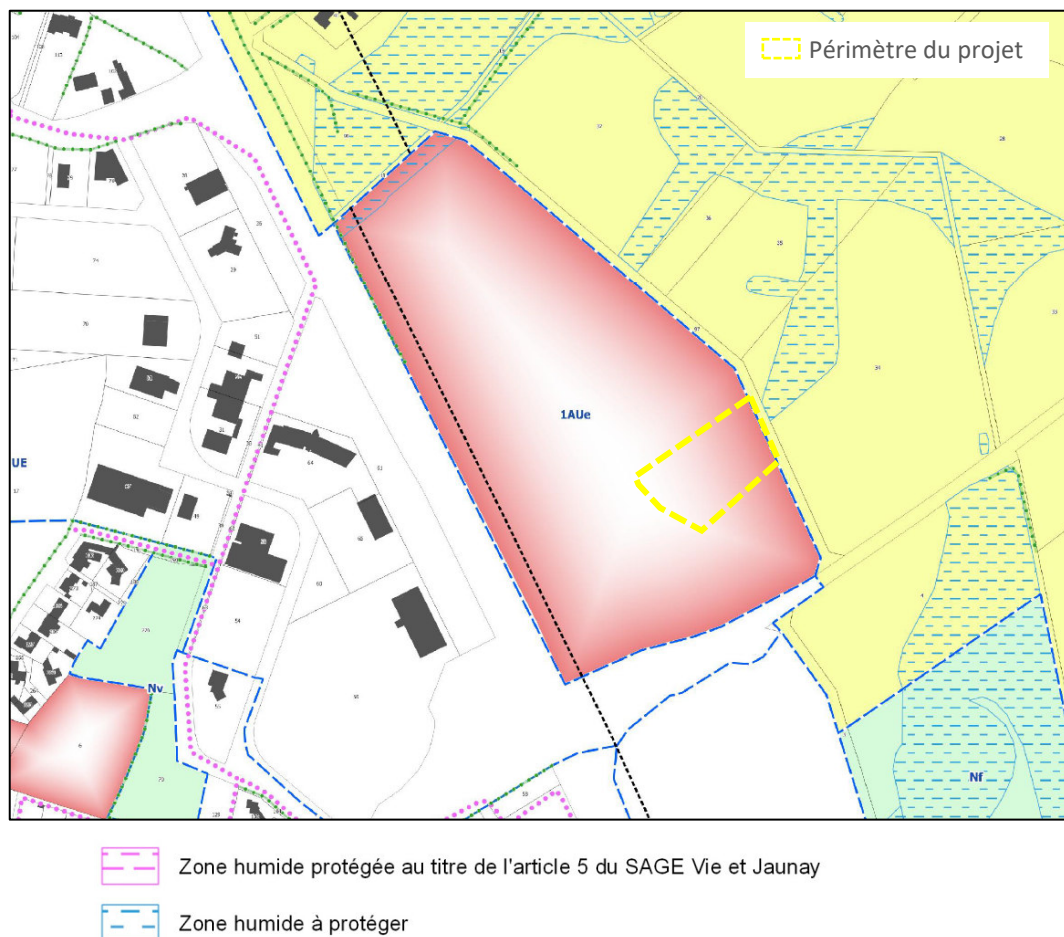
*Superposition des cartographies de pré-localisation des zones humides sur le secteur étudié
(SIG Réseau zones humides (reseau-zones-humides.org – août 2024))*

Selon cette cartographie, **une zone probablement humide est localisée sur le parcellaire.**



7.6.4. L'inventaire communal

Dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et Habitat de la Communauté de Communes de Vie et Boulogne, il est fait état des zones humides protégées identifiées sur le territoire intercommunal.



Extrait du PLUiH de Vie et Boulogne approuvé le 20 novembre 2023

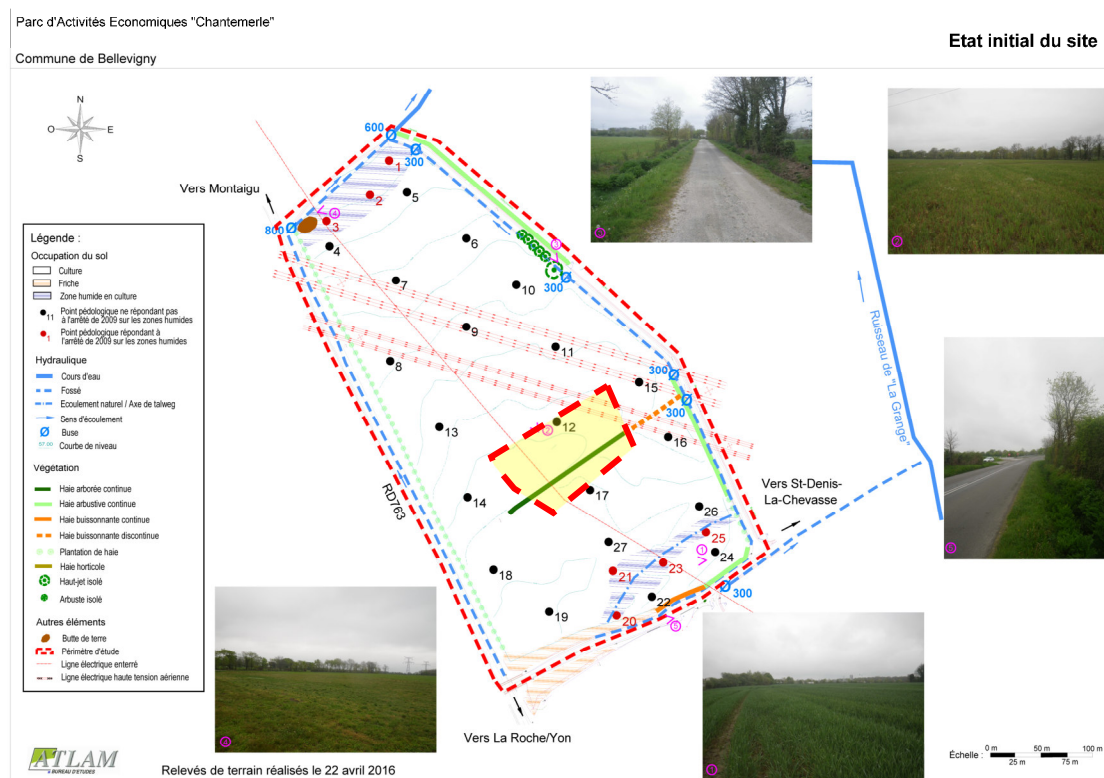
Selon la cartographie annexée au PLUiH, **aucune zone humide d'intérêt n'est répertoriée au sein du périmètre** du projet.

Il en existe au Nord ; placées dans des parcelles agricoles au-delà du Chemin de la Grange et sans lien hydraulique direct (versant opposé), le projet ne peut avoir d'incidence sur celles-ci (impact indirect).



7.6.5. Diagnostic zones humides

Dans le cadre des études réalisées par ATLAM en 2016 pour la création du Parc d'Activités, un diagnostic des zones humides était réalisé :



 Périmètre du projet

Deux zones humides en cultures avait été identifiées dans le périmètre du Parc d'Activités.

Elles ont fait l'objet de mesures ERC dans le cadre de l'aménagement du PAE et conformément au Dossier de Déclaration au titre de la Loi sur l'Eau (n°85-2017-00280) déposé par la Communauté de Communes.

Le projet actuel n'est pas situé dans l'emprise des zones humides qui avaient été délimitées.

8. PREVENTION DU BRUIT

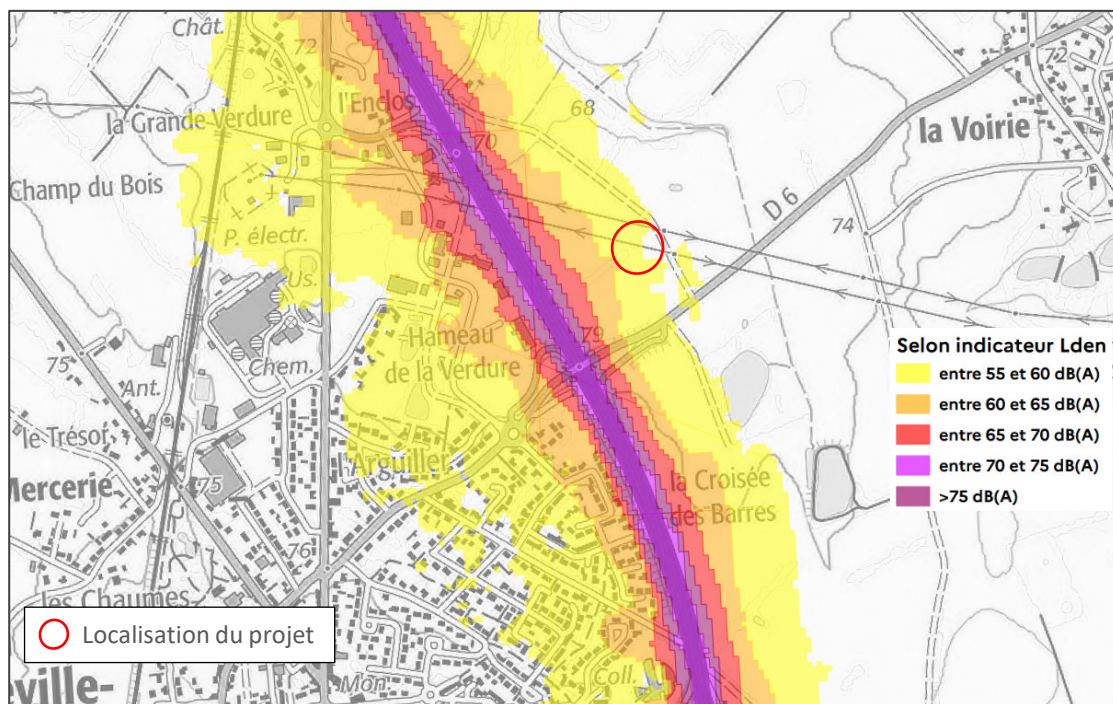
Un plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) des infrastructures routières et autoroutières de l'État dans le Département de la Vendée a été piloté par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer 85 (DDTM), avec l'assistance du centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) Ouest.

Le PPBE annexé à l'arrêté n°24-DDTM85-452 porte uniquement sur les infrastructures routières nationales dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules, dans le département de la Vendée.



La route départementale n°763 n'est pas listée dans les infrastructures concernées par le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement. Seul les autoroutes A83 et A87 sont concernées.

Cependant, l'arrêté n°23-DDTM85-266 relatif à l'approbation de cartes de bruit des infrastructures routières du réseau non concédé permet d'identifier les secteurs concernés par cet enjeu sur la Vendée.



Carte d'exposition au bruit en Vendée (en Lden, le jour)

Le projet est situé dans un secteur exposé au bruit en bordure de la route départementale n°763 avec une exposition estimée entre 55 et 60dB (selon l'indicateur Lden).

9. EAUX SOUTERRAINES ET DE SURFACE

9.1. Zones de répartition des eaux (ZRE)

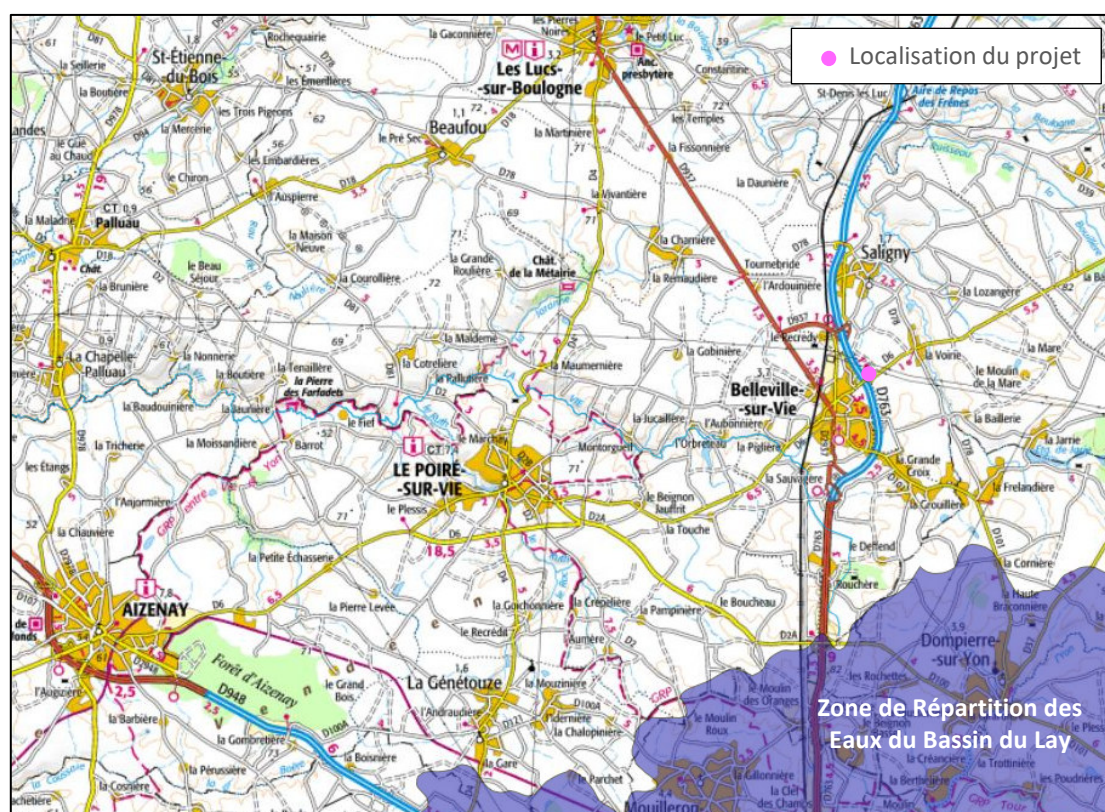
"Une "zone de répartition des eaux" est caractérisée par une insuffisance quantitative chronique des ressources en eau par rapport aux besoins. L'inscription d'une ressource (bassin hydrographique ou système aquifère) en ZRE constitue **le moyen pour l'État d'assurer une gestion plus fine des demandes de prélèvements dans cette ressource**, grâce à un abaissement des seuils de déclaration et d'autorisation de prélèvements.

Elle constitue un **signal fort de reconnaissance d'un déséquilibre durablement instauré entre la ressource et les besoins en eau**. Elle suppose en préalable à la délivrance de nouvelles autorisations, l'engagement d'une démarche d'évaluation précise du déficit constaté, de sa répartition spatiale et si nécessaire de sa réduction en concertation avec les différents usagers,



dans un souci d'équité et un objectif de restauration d'un équilibre." (pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr)

Selon la cartographie des zones des répartition des eaux en Pays de la Loire, **une ZRE est identifiée sur Noirmoutier et une autre ZRE recouvre tout un territoire présent sur le versant du Lay**. Le projet n'est pas situé dans le périmètre d'une de ces zones, il n'y aura aucun impact sur ces ZRE.



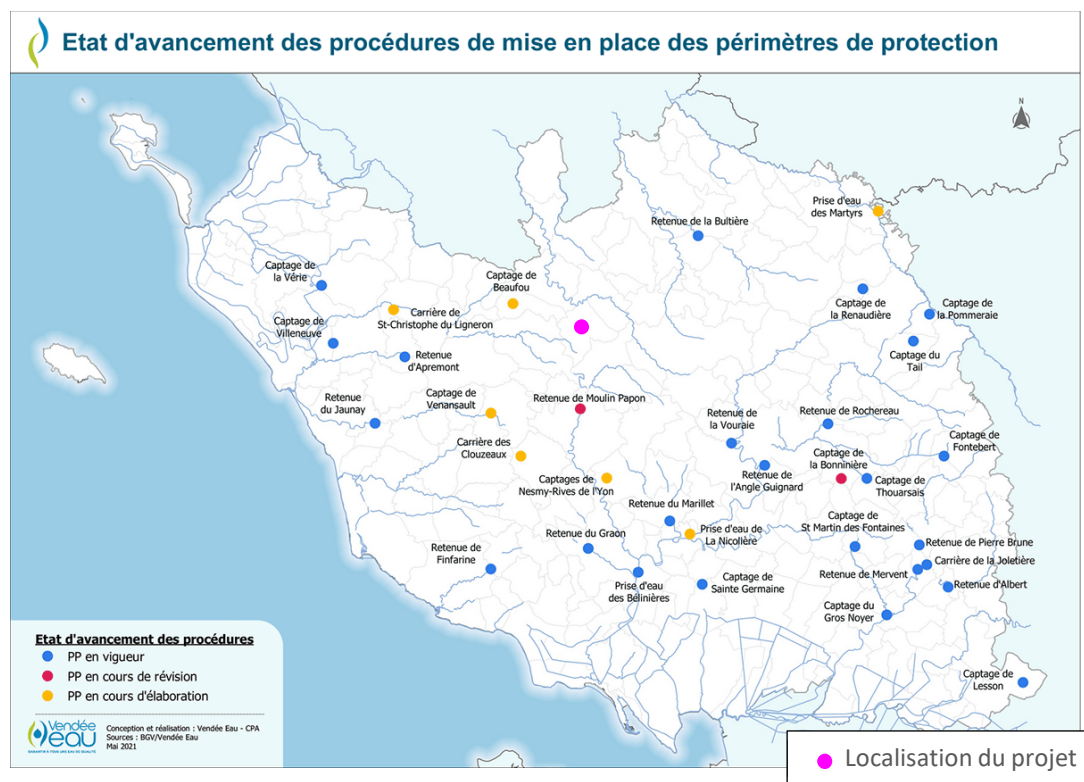
Zone de répartition des eaux du bassin versant du Lay (en bleu)
(carmen.developpement-durable.gouv.fr)

9.2. Captage d'eau pour l'alimentation en eau potable

Le captage d'eau pour la potabilisation le plus proche du site se situe à environ 9 km au Nord-Ouest du projet. Il s'agit du captage de Beaufou sur la Commune de Beaufou, qui n'est pas contiguë à celle de Bellevigny.

Trop éloigné, le projet n'est localisé dans aucun des périmètres de protection définis autour des points de captage d'eaux souterraines (Arrêté préfectoral autorisant le puisage ARS-PDL/DT/SSPE/2011/437/85).





Carte des captages et retenues d'eau pour l'alimentation en eau potable en Vendée (vendee-eau.fr)

10. RISQUES MAJEURS

Le risque majeur est la possibilité qu'un événement d'origine naturelle ou anthropique, dont les effets peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionne des dommages importants et dépasse les capacités de réaction de la société.

10.1. Documents d'informations et d'alerte

10.1.1. Dossier Départemental des Risques Majeurs

Face aux catastrophes naturelles ou technologiques, les hommes ont des réactions qui mêlent souvent un sentiment de fatalité à un rejet du risque. Or, le risque existera toujours mais tout doit être mis en œuvre pour en réduire la probabilité et les conséquences éventuelles.

Le **Dossier Départemental des Risques Majeurs** est un dossier présentant ces risques, réalisé par département, les moyens de les prévenir, leurs faire face et de les contourner. La dernière version du DDRM de Vendée date de 2024.

La **Commune de Bellevigny** est concernée par les risques présentés ci-dessous :

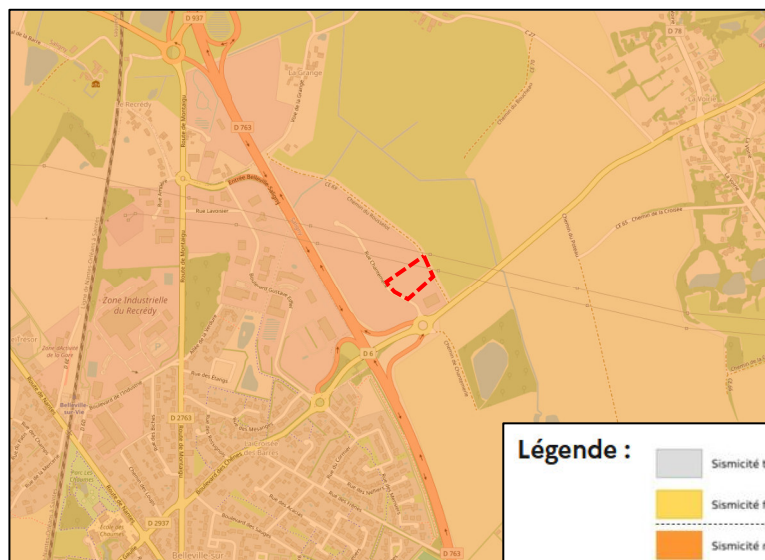
Code INSEE	Communes	Risques littoraux		Risque inondation	Risque mouvement de terrain		Risque sismique	Risque feu de forêt	Risque météorologique	Risque radon	Risque industriel	Risque rupture de barrage	Risque transport de matière dangereuse	Risque minier	Risque radiologique
		Submersion marine	Erosion littorale		Cavité/éboulement	Retrait/gonflement des argiles									
85019	Bellevigny														



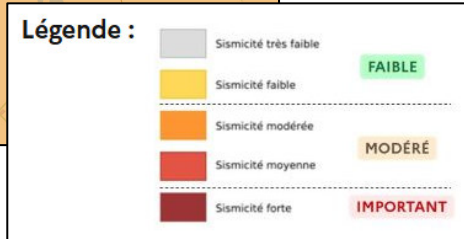
10.2. Risques naturels et technologiques

Risque "Séisme"

Comme tout projet en Vendée, l'aménagement peut subir **les risques sismiques** (failles présentes sur l'Est du Département) ainsi que les aléas météorologiques (tempêtes, orages...).

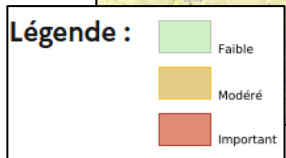
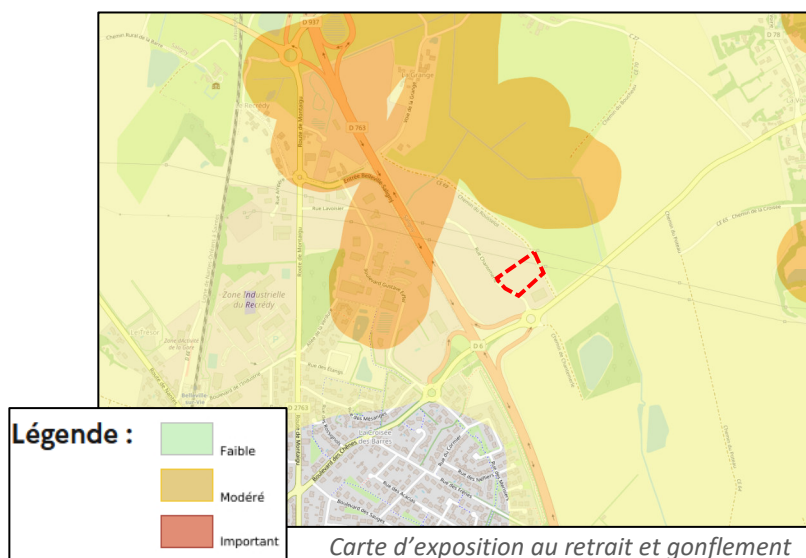


Carte des risques sismiques (georisque.gouv.fr)



Risque "Retrait gonflements des argiles"

La carte des aléas montre que le projet est situé dans une zone d'exposition faible au risque.



Carte d'exposition au retrait et gonflement des argiles (georisque.gouv.fr)



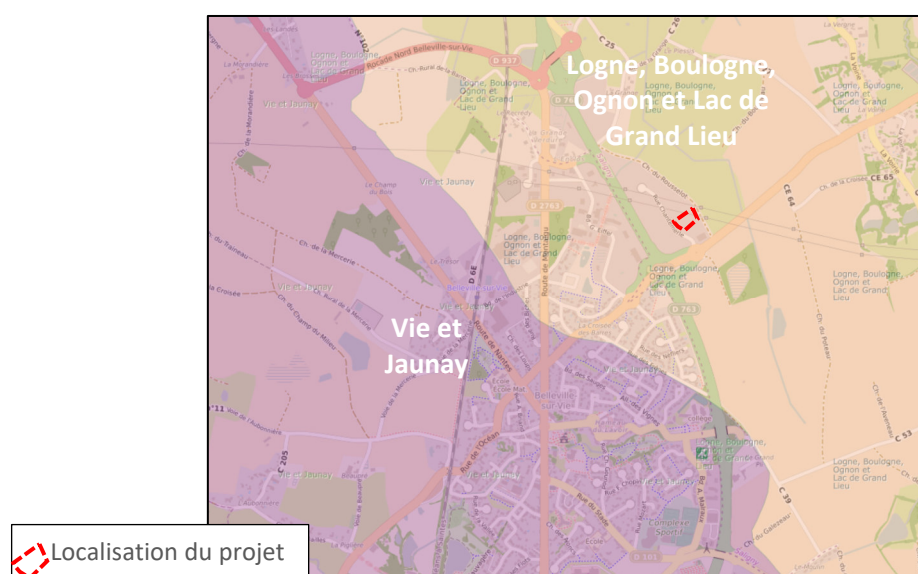
Risque "Météorologique"

Une tempête correspond à "l'évolution d'une perturbation atmosphérique, ou dépression, le long de laquelle s'affrontent deux masses d'air aux caractéristiques distinctes (température, teneur en eau). De cette confrontation naissent notamment des vents pouvant être très violents. On parle de tempête lorsque les vents dépassent 89 km/h (soit 48 nœuds, degré 10 de l'échelle de Beaufort)."

Le projet est autant concerné par ce risque que n'importe quel aménagement sur le secteur.

Risque "Inondation"

Le terrain du projet est situé dans le périmètre du SAGE "Logne, Boulogne, Ognon et Lac de Grand Lieu" où un Atlas des Zones Inondables (AZI) a été défini.



Limites des deux SAGE sur la Commune de Bellevigny (gesteau.fr)

Le projet n'est pas concerné par une zone d'inondabilité du territoire selon cet AZI.

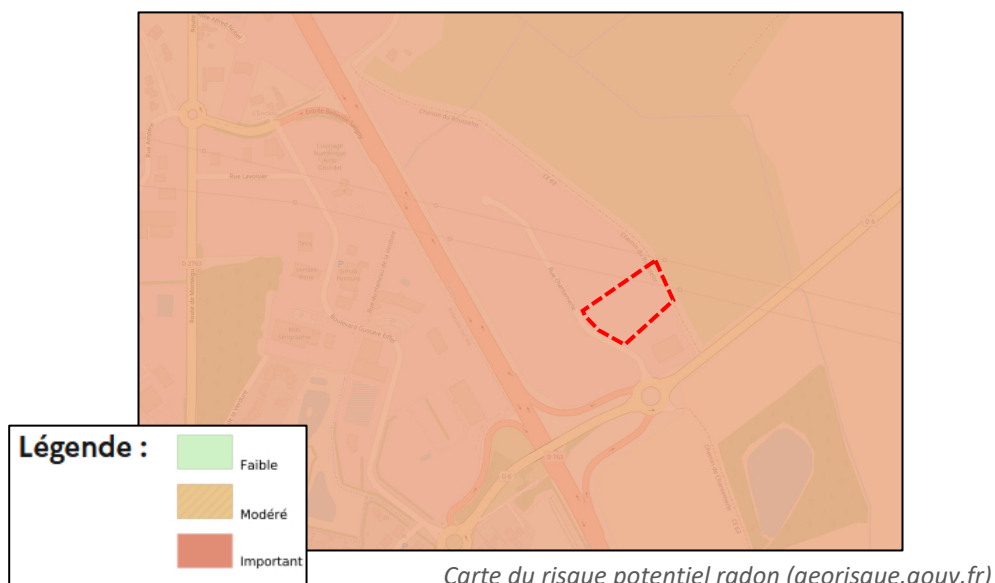
Risque "Radon"

Le radon est "un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

Une exposition régulière, pendant de nombreuses années, à des concentrations excessives de radon accroît le risque de développer un cancer du poumon (le Radon est classé dans le groupe 1 de la classification du Centre International de Recherche sur le Cancer-CIRC). Il est admis que cet accroissement est proportionnel à la concentration de radon dans l'air inhalé et au cumul des expositions."



Le risque "Radon" est important sur le territoire communal.



Carte du risque potentiel radon (georisque.gouv.fr)

Localisation du projet

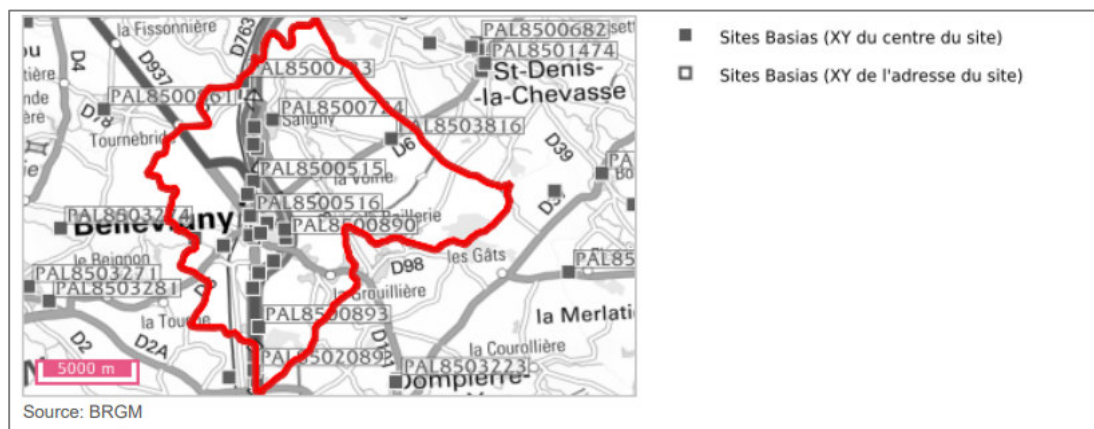
10.3. Risques "Transport de Matières Dangereuses"

Le projet peut être concerné par le risque "Transport de Matières Dangereuses" sur les différentes routes à proximité du projet

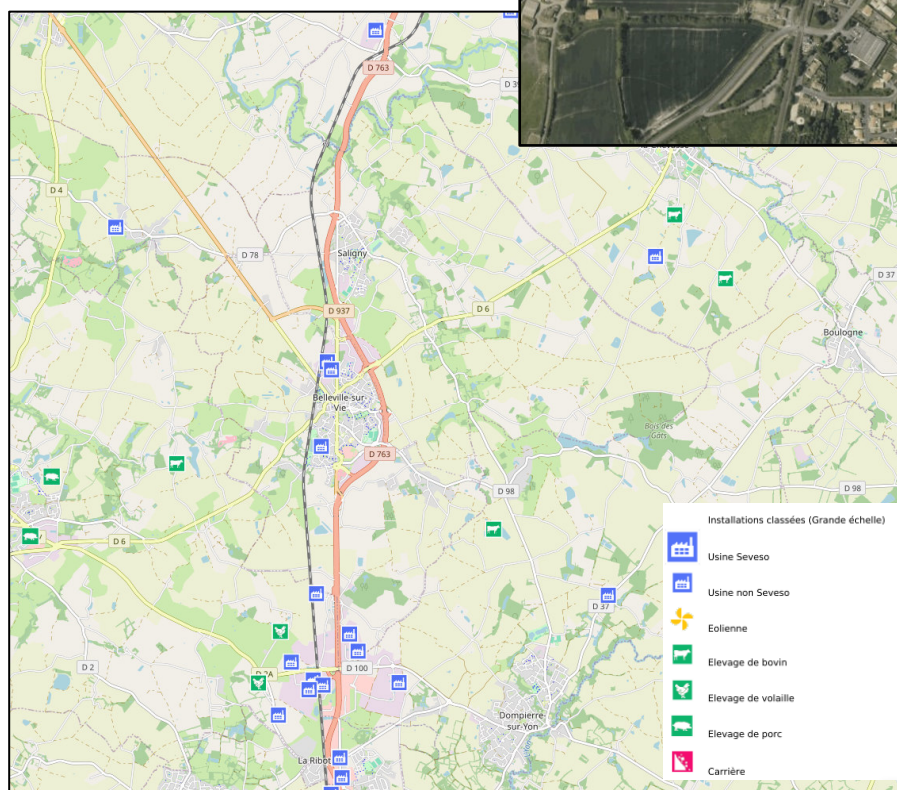
En revanche, il n'est pas situé proche d'une zone traversée par une canalisation de gaz naturel.

10.4. Sites industriels et pollués

Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans la commune : 21



Il existe d'anciens sites industriels Bellevigny mais aucun n'est situé sur parcellaire retenu pour le lot d'activités.



Base de données : georisques.gouv.fr

Il existe des sites industriels sur Bellevigny mais aucun n'est situé sur ou près du parcellaire retenu pour le projet d'activités.



11. SITES ET MONUMENTS PROTEGES

11.1. Sites classés et sites inscrits

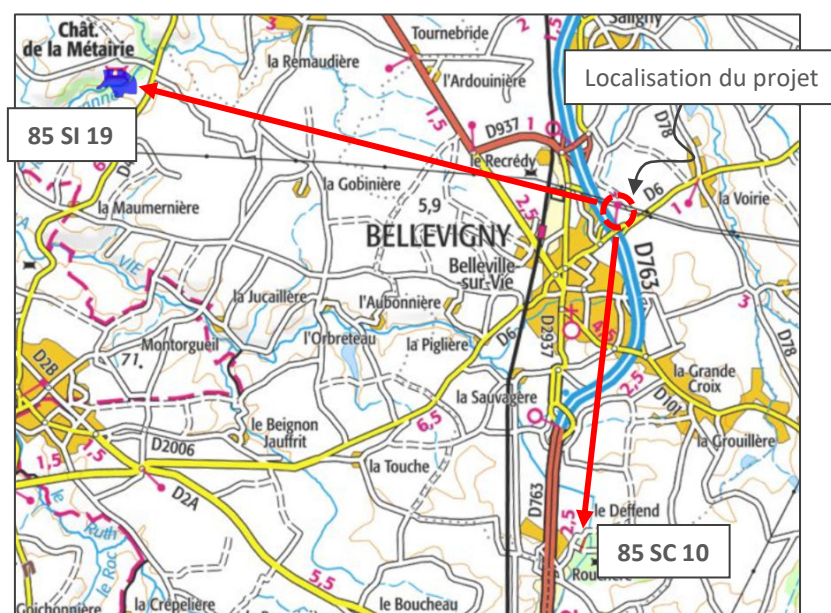
Le **site classé** est une protection forte qui correspond à la volonté du strict maintien en l'état du site désigné, ce qui n'exclut ni la gestion ni la valorisation. Le classement est prononcé par arrêté du ministre de l'Environnement ou décret en Conseil d'Etat. Il a pour conséquence que tout propriétaire ou occupant est tenu à la délivrance d'une autorisation pour toute modification de l'aspect d'un site (travaux d'urbanisme, remembrement, abattage d'arbres,...). La décision de délivrance appartient au Préfet pour les "petits travaux" (art. R421-1, art. R422-1 et 2 du Code de l'Urbanisme) ou au ministre de l'Environnement dans les autres cas (permis de construire,...) après avis de la Commission Départementale des Sites.

Le **site inscrit** constitue une garantie minimale de protection en soumettant tout changement d'aspect du site à déclaration préalable. L'inscription est prononcée par arrêté du ministre de l'Environnement. Elle a pour conséquence que tout propriétaire ou occupant doit informer l'administration quatre mois à l'avance de leur intention de procéder à des travaux autres que ceux qui correspondent à l'exploitation courante des fonds ruraux et à l'entretien normal des constructions.

La Commune de Bellevigny a un Site Classé. Il s'agit de l'Allée de Chênes du Deffend (85 SC 10, Commune de Belleville-sur-Vie).

Le **Site Inscrit** le plus proche est recensé à environ 6 km à l'Ouest du projet. Il s'agit du Château de la Métairie et de son parc, classement réalisé depuis 1972 (85 SI 19, Commune du Poiré-sur-Vie).

Le projet n'est pas situé au sein ou à proximité d'un site classé ou inscrit, il n'est pas donc pas concerné par les conséquences de ces protections.



Localisation des sites classés et inscrits les plus proches du projet (carto.sigloire.fr)



11.2. Monuments historiques

Le territoire national contient nombre de monuments historiques, recensés pour la plupart dans la base de données Mérimée (DREAL Pays de la Loire).

Riche d'environ 160 000 notices, la base **Mérimée** recense le **patrimoine monumental français** dans toute sa diversité : architecture religieuse, domestique, agricole, scolaire, militaire et industrielle. Elle est mise à jour périodiquement.

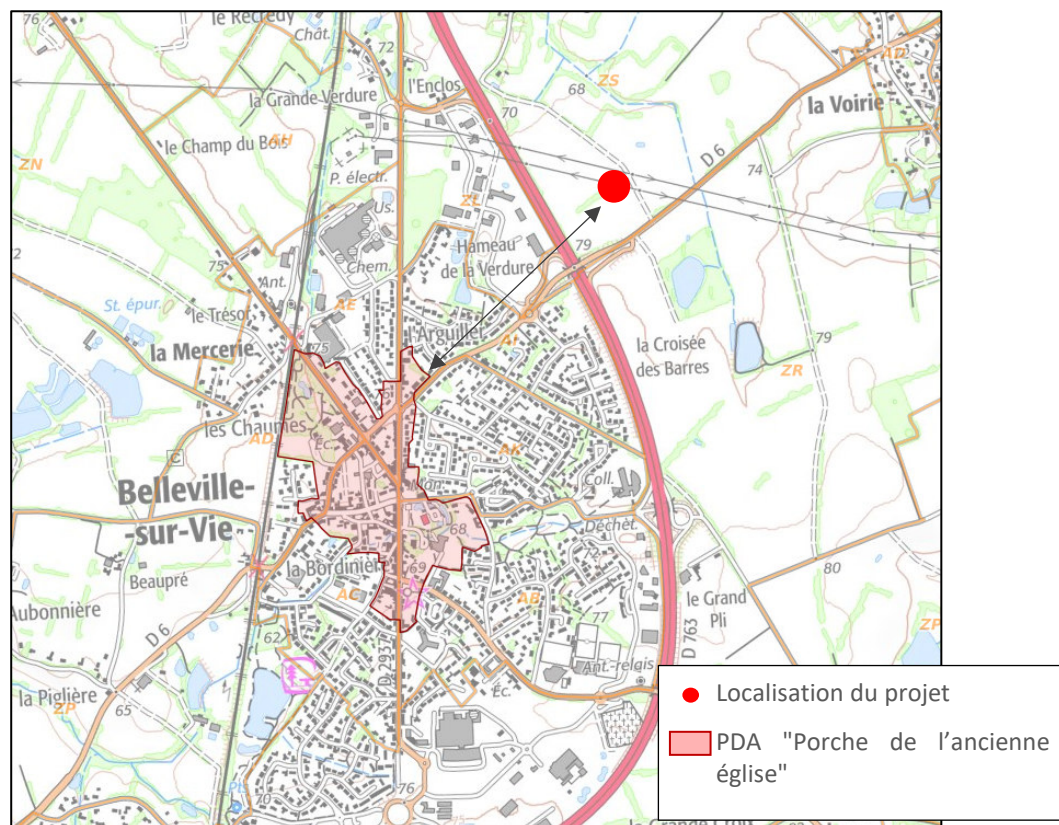
Sur le territoire de Bellevigny, le porche de l'ancienne Église de Belleville est classée comme Monument Historique par arrêté du 14 avril 1947.

Réglementation :

Article L 621-31 et L621-32 - Les monuments historiques classés bénéficient d'un périmètre de protection de 500 mètres à l'intérieur duquel les projets de travaux situés dans le champ de visibilité de l'édifice sont soumis à autorisation préalable de l'autorité administrative compétente délivrée sur avis de l'architecte des Bâtiments de France.

Article L621-2 alinéa 2 - Ce périmètre peut être modifié lors de la modification ou de l'élaboration du PLU.

L'arrêté 2021/DRAC/PDA/n°09 a porté la création du Périmètre Délimité des Abords (PDA) du "Porche de l'ancienne église".



Localisation des Monuments Historiques sur la Commune
(atlas.patrimoines.culture.fr)



Le projet n'est pas situé dans un périmètre de protection au titre des abords des monuments historiques.

12. AMENAGEMENTS DANS LE SECTEUR

Parc d'activités Économique "Chantemerle" :

Le Parc d'Activités Économiques « Chantemerle » a été autorisé par arrêté n°PA 085 019 17 V0001 délivré le 31/08/2017 et modifié en date du 17/09/2019 et du 21/06/2021.

Ce lotissement de **9ha 75a** a fait l'objet en juin 2017 d'un Dossier de Déclaration au titre de la Loi sur l'Eau (n°85-2017-00280) par la Communauté de Communes.

Le PAE avait fait l'objet d'un examen au cas par cas par lequel un arrêté en date du 3 Juillet 2017 avait dispensé le projet d'étude d'impact.

Les travaux d'aménagement et de desserte prévus dans le cadre du PA autorisé sont entièrement réalisés. Cependant les parcelles du lotissement ne sont pas encore entièrement vendues et des entreprises vont encore s'implanter sur le site.

Projet(s) de lotissement d'habitation :

Sur le secteur de Bellevigny, à l'Ouest du bourg, un projet de lotissement communal « Les Tonnelles » a été autorisé et est en cours de viabilisation.

Ce lotissement de **8ha 20a** a fait l'objet en février 2022 d'un Dossier de Déclaration au titre de la Loi sur l'Eau (n°85-2022-00067) par la Commune.

Ce lotissement a fait l'objet d'une demande d'examen au cas-par-cas par lequel un arrêté en date du 22 décembre 2021 avait dispensé le projet d'étude d'impact.

Autres lotissements à usage d'habitation :

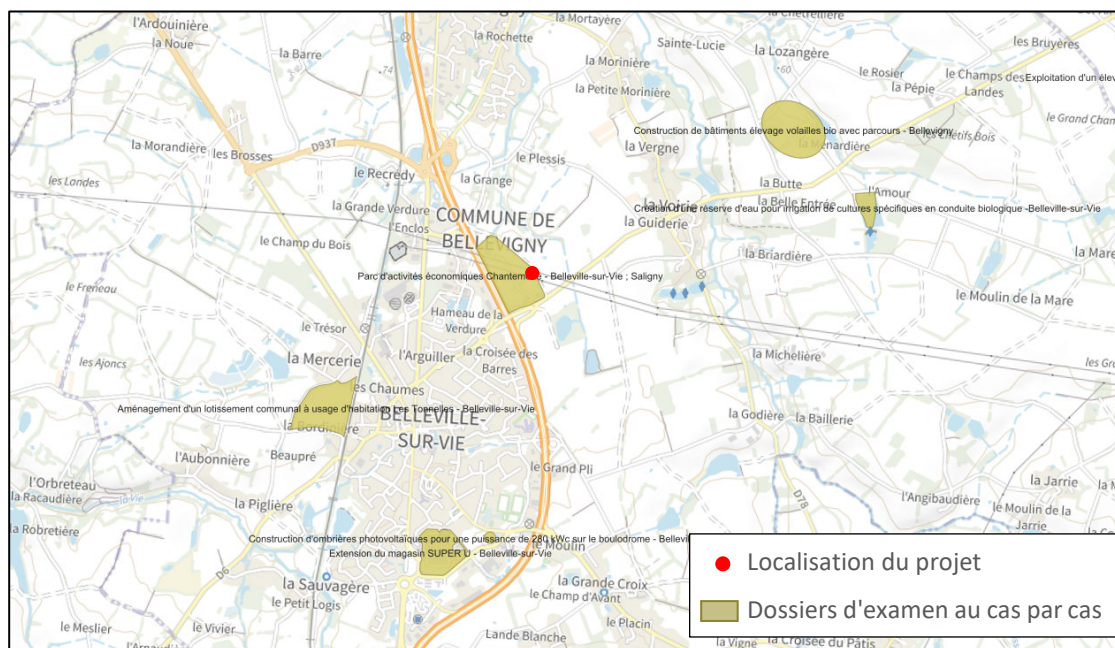
- "Le Hameau des Figuiers" situé au Nord de la Commune déléguée de Saligny dont la dernière tranche de travaux a été finalisée en Juin 2024. Ce projet avait fait l'objet d'un Dossier de Déclaration au titre de la Loi sur l'Eau (n°85-2016-00568).
- "Le Hameau des Étangs" situé au Nord du centre-bourg de la Commune déléguée de Belleville-Sur-Vie, en bordure de la route de Montaigu. Les travaux de viabilisation du lotissement sont terminés et les constructions des maisons sont en cours. Ce projet avait fait l'objet d'un Dossier de Déclaration au titre de la Loi sur l'Eau (n°85-2021-00400).
- "Les Jardins de Saligny" situé sur la Commune déléguée de Saligny dont les travaux de viabilisation ont été terminés en Janvier 2024 et les constructions des maisons sont en cours.

Projet(s) divers nécessitant une demande de permis :

- pour les projets soumis à demande d'examen au cas-par-cas :
 - en 2018, Construction de bâtiments d'élevage de volailles bio avec parcours - Julien Audureau
 - en 2019, Révision du zonage d'assainissement des eaux usées (ZAEU) de la commune de Bellevigny
 - en 2021, Construction d'ombrière photovoltaïques sur le boulodrome de la Commune de Bellevigny, VENDEE SOLAIRE



- En 2021, Extension du SUPER U et installation de panneaux photovoltaïques sur ombrières du parking, SCI BASTIEN 2
- En 2021, Création d'ombrières photovoltaïques sur un parking d'entreprise, Groupe BENETEAU
- Aucun projet soumis à évaluation environnementale est situé à proximité du Parc d'Activités.



Localisation des décisions de l'autorité environnementale sur les dossiers d'examen au cas par cas (carto.sigloire.fr)

Conclusions :

Mise à part la construction éventuelle de bâtiments à l'intérieur du Parc d'Activités Économiques « Chantemerle » existant dans lequel le projet s'inscrit, aucun de ces autres projets n'a d'interface avec l'allotissement de l'ilot B5 en 3 lots cessibles. Ils sont éloignés du projet et n'ont pas de lien direct géographique ou de desserte.

